Décembre 2013 > N° 110 3 €

MAGAZINE D'INFORMATION RÉGIONALE
NEWS D'ILL

En Alsace, le FN s'organise pour les municipales, espérant confirmer son enracinement dans la région.

Campagne frontale

Bimestriel - Centre universitaire d'enseignement du journalisme - N° ISSN 0996-9624

Pages 3 à 5 - **Le vote FN en Alsace**

Le FN en Alsace, une vieille histoire

• Le vote extrémiste enraciné dans les vallées

Pages 6 à 15 - **Le FN en campagne**

Des listes à la sueur du Front • Vincent Wiss, l'enfant du village • Julia Abraham, la fille du sérail • Jean-Luc Schaffhauser, un centriste à la rescousse • L'Alsace, un FN à part• André Kornmann, éviction express• Programmes : originalité s'abstenir • Le cirque Binder repart en tournée • Pour une école à l'ancienne • Le goulag pour les délinquants • Former, c'est formater • « Dans les années 90, la formation au FN était l'une des meilleures »

Pages 16 à 19 - **La diffusion des idées du FN**

Réseaux sociaux, un tweet et ça dérape

• Ces jeunes qui montent au front • Les soutiens avancent masqués • David Nyom Kieffer, migrant politique • Les dessins de la haine

Pages 20 à 25 - **Ceux qui votent FN**

Sarre-Union, un désert fertile pour le FN

• Agrégateur d'électeurs • Saint-Hippolyte, un cliché alsacien • « Avant, c'était convivial. Maintenant, c'est atroce » • Au Wihrel, la peur de l'abandon • « Dans ce que dit le FN, il y a du vrai » • Wood, l'étranger patriote

Pages 26 et 27 - **Les anti FN**

Front contre front • Combat contre l'extrême droite : à l'université, la gauche s'y colle

Page 28 - **Les municipales en quiz**

• Elections, mode d'emploi

Gagner du terrain en changeant la forme

Selon un récent sondage Ipsos pour France Bleu, 35% des Français ont déjà voté ou pourraient voter pour le Front national, tandis que 34% souhaitent que le parti de Marine Le Pen se renforce avec les élections municipales de 2014. Des chiffres qui confortent le score de la présidente frontiste au premier tour de la dernière présidentielle (17,90%).

Le FN entend profiter de ce nouvel élan et espère présenter au moins 600 listes à travers la France en mars prochain. L'objectif pour Marine Le Pen est d'avoir « *des maires et des conseillers municipaux par centaines* ». En se présentant à la fois dans des petites communes et des métropoles, le Front national veut ratisser large. S'implanter dans les milieux périurbains et dans des zones en difficulté économique est une tentative de se montrer comme un parti « proche des gens ». Proposer des candidats dans les grandes agglomérations pourrait permettre au FN de bousculer les partis en place.

Dans la volonté de continuer sa stratégie de « dédiabolisation », le FN réfute l'étiquette de parti d'extrême droite. En investissant des candidats de plus en plus jeunes, présentant bien et cultivés, le parti essaie de se reconstruire une image.

Le Front national a une vieille histoire avec l'Alsace. Pourtant, à l'échelle de la région, dans le sillage des figures régionales du parti telles que le couple Binder à Mulhouse ou Pascale Ellès dans le Bas-Rhin, les candidats peinent à composer leurs listes. Surveillés de près par les instances nationales qui veulent éviter les dérapages, les novices sont formés, voire formatés, en tous cas incités à suivre la ligne dictée par le parti, si possible sans trop d'initiatives personnelles.

Estelle Choteau

NEWS D'ILL

Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), Université de Strasbourg.
11, rue du Maréchal Juin
CS 10068
67046 Strasbourg
Tél : 03 68 85 83 00
http://www.cuej.info
http://www.cuej.unistra.fr

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :
Nicole Gauthier

ENCADREMENT :
Laurence Defranoux, Nicole Gauthier, Daniel Muller, Stéphanie Peurière

RÉDACTRICE EN CHEF :
Estelle Choteau

RESPONSABLE INFOGRAPHIE :
Renaud Toussaint

ICONOGRAPHIE :
Judith Kormann

RÉALISATION :
Caroline Anfossi, Thomas Arrighi, Loïc Bécart, Patxi Berhouet, Estelle Choteau, Raphaël Czarny, François Delencre, Emmanuelle François, Romain Geoffroy, Verena Hölzl, Guillaume Jacquot, Judith Kormann, Nathan Kretz, Violetta Kuhn, Aurélien Lachaud, Loïc Le Clerc, Claire Le Moine, Maxime Le Nagard, Clémence Lesacq, Maxime Mainguet, Olivier Mougeot, Qassam Muaddi, Gabriel Nedelec, Florence Stollesteiner, Renaud Toussaint, Florence Tricoire, Margaux Velikonia, Anthime Verdier, Esteban Wendling

PHOTO DE UNE :
Judith Kormann

INFOGRAPHIE :
Loïc Bécart, Emmanuelle François, Renaud Toussaint

IMPRESSION :
Gyss, Obernai (décembre 2013)

Le FN en Alsace, une vieille histoire

La région a très tôt plébiscité le parti nationaliste. Un vote qui atteint son apogée en 2002, quand Jean-Marie Le Pen recueille 23,44 % des voix.

L'Alsace se distingue par la précocité de son vote pour le FN. Dès les élections européennes de 1984, date à laquelle le FN sort de la marginalité, l'Alsace lui attribue des scores supérieurs à la moyenne nationale à chaque élection. C'est particulièrement le cas lors des présidentielles, où le vote frontiste alsacien se situe 7 à 10 points au-dessus du score national dès 1988, alors que Jean-Marie Le Pen ne perce en France qu'à partir de 1995.
En 1984, le Front national obtient 12,5% en Alsace. Ce sont surtout les territoires urbains d'électorat de gauche et ouvriers (cantons de Schirmeck et de Schiltigheim) qui lui attribuent leurs suffrages, ainsi que les quartiers ouvriers de Strasbourg et Mulhouse. L'Alsace se partage alors entre les zones urbaines et industrielles, tentées par le FN, et le monde rural et peu industrialisé, fidèle au centre droit.

Les succès des années 90

Les législatives de 1986 confirment la percée du FN en Alsace (13,6%). Le vote frontiste s'étend de la ville vers la campagne pour devenir un vote rural dès 1988, s'installant durablement dans les trois cantons d'Alsace Bossue.
Lors de la présidentielle de 1995, Bas-Rhin et Haut-Rhin offrent au candidat d'extrême droite ses meilleurs scores départementaux (avec respectivement 25,8% et 24,8% des suffrages exprimés), contre 15 % au niveau national. En 1997, les élections législatives marquent un véritable ancrage du FN dans le paysage politique alsacien. Sur les seize circonscriptions, pas moins de onze candidats frontistes se maintiennent au second tour. Quatre ans plus tôt, ils n'étaient que quatre. Mais à l'issue de ces deux élections, aucun d'entre eux n'entre au palais Bourbon.

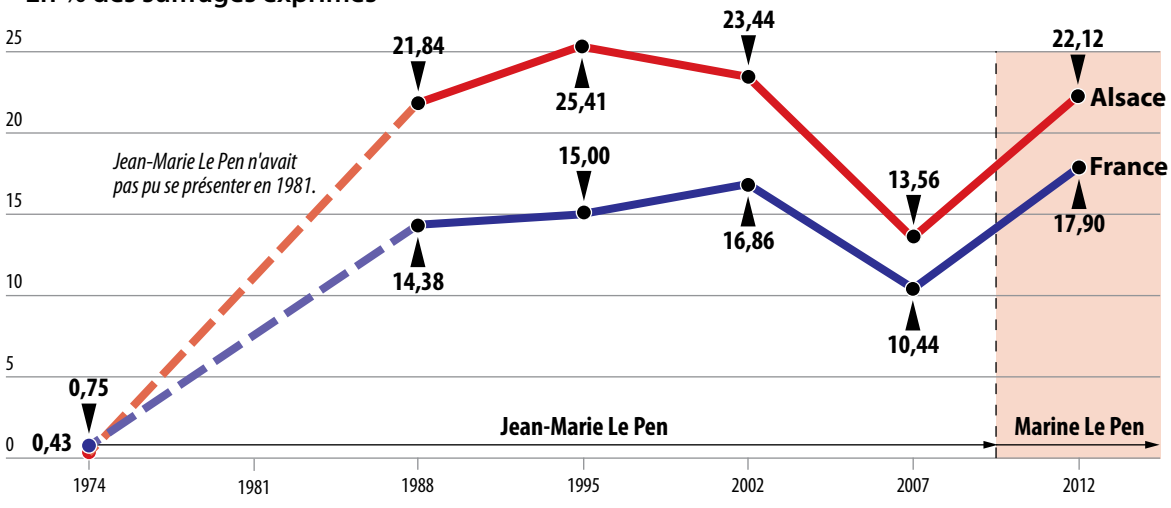
Cinq élus au conseil régional

Le vote FN culmine en Alsace lors de la présidentielle de 2002. La région place Jean-Marie Le Pen en tête au premier tour avec 23,44% des suffrages. L'extrême droite récolte aussi les 4,34% de Bruno Mégret qui avait quitté le parti en 1998 pour fonder le MNR. Au second tour, le leader frontiste ne parvient pas à fédérer : le compteur affiche 7 000 électeurs de moins que deux semaines auparavant. Cinq ans plus tard, il n'obtient que 13,56%, perdant près de 60 000 voix. Des suffrages largement reconquis par sa fille en 2012.
2010 marque un nouveau succès pour le FN. La liste menée par Patrick Binder se qualifie pour le second tour des élections régionales avec 13,49%. Près de 90 000 électeurs (14,57% des suffrages exprimés) envoient cinq élus FN au conseil régional.

Loïc Bécart et Renaud Toussaint

Scores électoraux du FN aux élections présidentielles

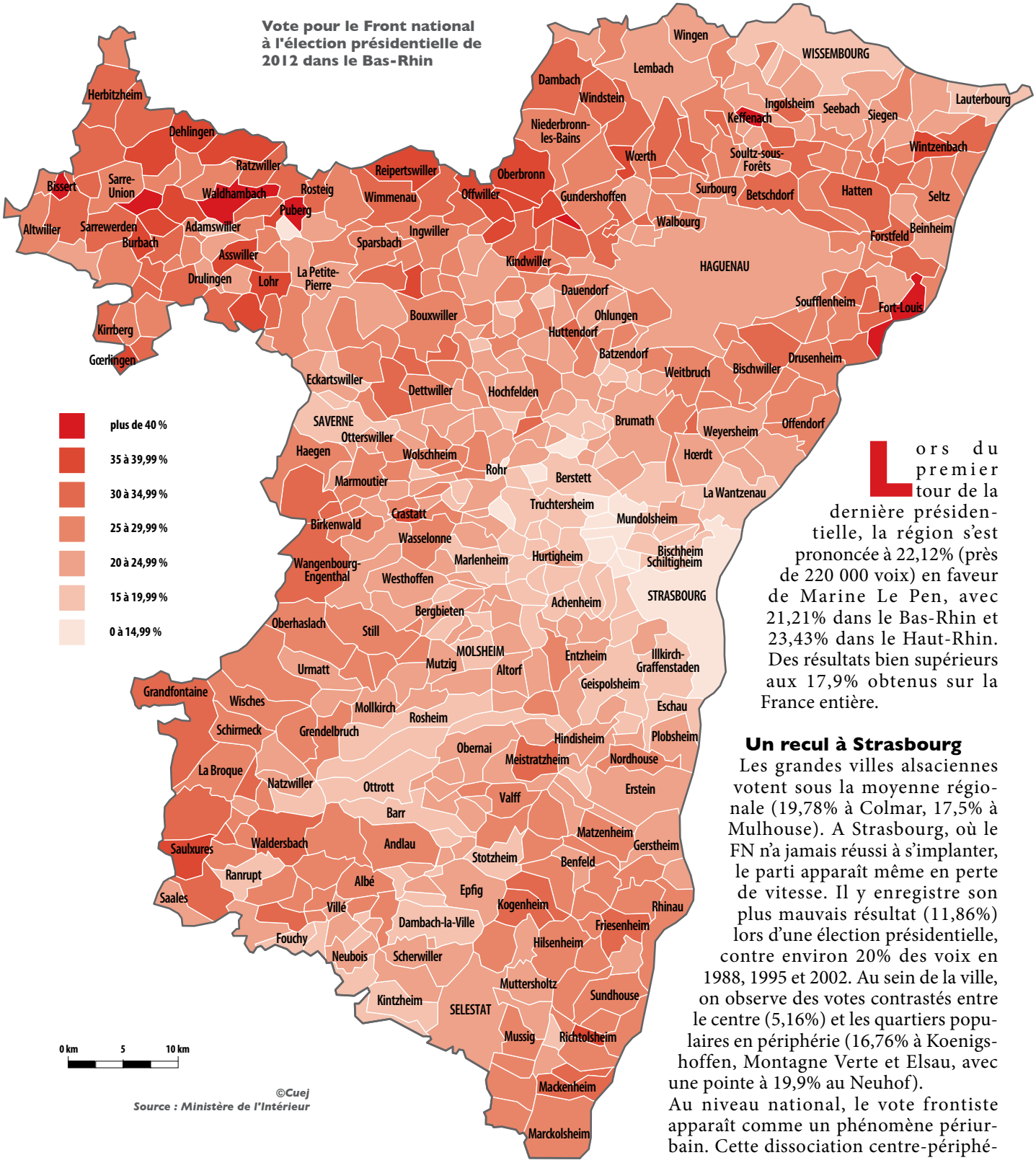
▸ En % des suffrages exprimés



© Renaud Toussaint/Cuej / Source : ministère de l'Intérieur

Le vote extrémiste enraciné dan

Le parti d'extrême droite enregistre depuis longtemps de bons scores en Alsace. Parti



Lors du premier tour de la dernière présidentielle, la région s'est prononcée à 22,12% (près de 220 000 voix) en faveur de Marine Le Pen, avec 21,21% dans le Bas-Rhin et 23,43% dans le Haut-Rhin. Des résultats bien supérieurs aux 17,9% obtenus sur la France entière.

Un recul à Strasbourg

Les grandes villes alsaciennes votent sous la moyenne régionale (19,78% à Colmar, 17,5% à Mulhouse). A Strasbourg, où le FN n'a jamais réussi à s'implanter, le parti apparaît même en perte de vitesse. Il y enregistre son plus mauvais résultat (11,86%) lors d'une élection présidentielle, contre environ 20% des voix en 1988, 1995 et 2002. Au sein de la ville, on observe des votes contrastés entre le centre (5,16%) et les quartiers populaires en périphérie (16,76% à Koenigshoffen, Montagne Verte et Elsau, avec une pointe à 19,9% au Neuhof).

Au niveau national, le vote frontiste apparaît comme un phénomène périurbain. Cette dissociation centre-périphé-

ns les vallées

iculièrement loin des villes, dans les zones rurales et ouvrières.

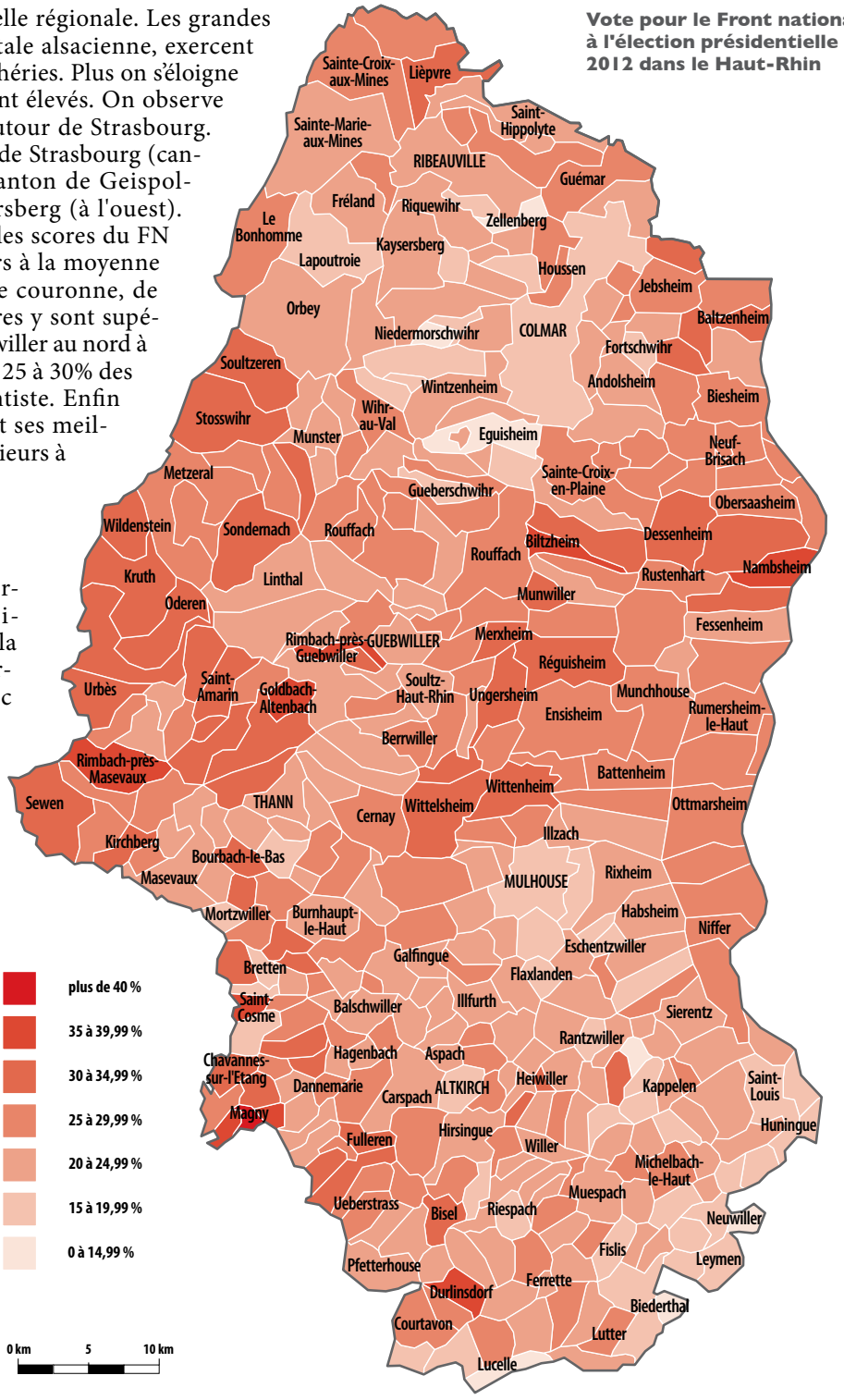
rie s'opère également à l'échelle régionale. Les grandes villes, et notamment la capitale alsacienne, exercent une influence sur leurs périphéries. Plus on s'éloigne de la ville, plus les scores sont élevés. On observe ainsi plusieurs couronnes autour de Strasbourg. La première s'étend du nord de Strasbourg (canton de Brumath) au sud (canton de Geispolsheim) et englobe le Kochersberg (à l'ouest). Plus importants qu'en ville, les scores du FN restent malgré tout inférieurs à la moyenne régionale. Dans la deuxième couronne, de Haguenau à Erstein, les scores y sont supérieurs. La troisième, de Bischwiller au nord à Marckolsheim au sud, donne 25 à 30% des suffrages à la candidate frontiste. Enfin l'Alsace Bossue, où le FN fait ses meilleurs scores régionaux (supérieurs à 30%, avec 44,66% à Bissert).

Un vote ancré dans les territoires

Le vote frontiste est donc fortement attaché à des territoires. Il est plus faible que la moyenne régionale dans certaines villes frontalières avec le Palatinat (Wissembourg et Lauterbourg, avec respectivement 19,43% et 16,16%) et la Suisse (la ville de Lucelle ne donne aucune voix à Marine Le Pen) tournées vers l'extérieur, et dans les grandes agglomérations. Le FN enregistre ses résultats les plus importants dans les secteurs ruraux-ouvriers (en Alsace Bossue et dans le massif des Vosges) et les vallées (dans le territoire du Sundgau, avec le pic régional à Magny avec 46,15% des voix), profondément marqués par la désindustrialisation. Dans ces régions, l'implantation frontiste est loin d'être un phénomène récent.

Texte et cartes : Loïc Bécart et Renaud Toussaint

Vote pour le Front national à l'élection présidentielle de 2012 dans le Haut-Rhin



©Cuej
Source : Ministère de l'Intérieur

Des listes à la sueur d

Le parti souhaite présenter une vingtaine de listes en Alsace. En pratique, les deux fédératio

En 2014, le FN devrait présenter entre quinze et vingt listes sur toute la région, contre trois en 2008 (Strasbourg, Mulhouse, Saint-Louis). « *Ça prouve la dynamique populaire et patriotique qui agite cette région* », se satisfait Florian Philippot, vice-président du parti de Marine Le Pen, venu présenter les candidats bas-rhinois devant un parterre de militants et de journalistes au restaurant Les Bons Amis, à Geispolsheim, fin novembre.

Un enthousiasme politique confirmé par Nicolas Bay, directeur de la campagne des municipales au niveau national : « *On a toujours eu de bons résultats en Alsace, autour des 20%, et de nombreux électeurs UMP sont susceptibles de voter pour nos listes. On ne va peut-être pas gagner des villes mais on va s'implanter localement et peser sur la vie politique locale en faisant notre entrée dans les conseils municipaux.* »

Au 28 novembre, quinze têtes de liste ont été investies par le Front national pour les municipales.

©Emmanuelle François/Cuej

L'étiquette « qui fait peur »

Pascale Ellès, secrétaire départementale de la fédération du Bas-Rhin et tête de liste à Illkirch-Graffenstaden, partage l'optimisme des cadres nationaux : « *Fin novembre, nous comptabilisons huit listes dans le Bas-Rhin.* » Mais la chasse au candidat continue et le siège parisien du parti frontiste aimerait des listes supplémentaires. «*Le plus difficile, c'est de trouver des candidats dans les petits villages car les gens ont de vieilles idées sur ce qu'est le FN qui empêchent leur engagement. Peut-être n'est-ce pas l'étiquette FN qui fait peur, mais la politique qui a trop déçu et qui fait que les gens ne veulent plus s'engager* », regrette-t-elle. Tête de liste à Illkirch, elle n'a pas encore bouclé sa liste, « *non par manque de colistiers, mais surtout par manque de temps. A force de penser aux autres, j'en oublie ma propre candidature* ». Pascale Ellès se présente sous l'étiquette Rassemblement bleu Marine (RBM), émanation du Front national créée en mars 2012 par Marine Le Pen dans l'idée de rendre le parti plus respectable. Dans les faits, RBM et FN n'ont de différent que le nom.

Florian Philippot a lancé la campagne bas-rhinoise le 21 novembre au restaurant Les Bons Amis de Geispolsheim.

©Esteban Wendling/Cuej

Pour l'instant, Jean-Claude Altherr, investi à Haguenau, est le seul à avoir bouclé sa liste dans le Bas-Rhin. Le FN pourrait même être absent de certaines « *villes principales, stratégiques* » si chères à Nicolas Bay, comme Schiltigheim, pourtant troisième ville du département. La fédération bas-rhinoise affirme faire le nécessaire pour « *trouver un candidat pour chaque ville, chaque village, tout en évitant les parachutages* ».

Jouer la carte « RBM »

Dans le Haut-Rhin, les époux Binder pilotent les investitures dans la fédération départementale. Ancré localement, bien connu dans la région, le couple doit lui aussi faire face au manque de candidats. « *On contacte actuellement tous nos militants, et dès qu'il y en a un qui se sent d'attaque dans une commune, on décide avec ma femme de l'investir ou non.* »

Un démarchage politique qui n'est pas forcément du goût de tous. A Ensisheim, José Sanjuan se lance dans la course, mais sous l'étiquette RBM. « *On a énormément de difficultés à ramener des gens quand c'est une liste Front national : il n'y a d'ailleurs qu'une*

lu Front

ns ont du mal à recruter des candidats.

seule liste étiquetée FN dans le Haut-Rhin : celle des Binder. Je n'ai plus aucun contact avec eux. Patrick Binder est agressif dans sa façon de s'exprimer, notamment avec les journalistes. » Selon José Sanjuan, la carte RBM lui a permis de trouver ses 29 colistiers, minimum requis pour pouvoir présenter une liste dans sa commune. Il affirme même pouvoir en réunir 48.

Outre ces problèmes d'affinités qui minent le FN haut-rhinois et, au passage, des relations « *tendues mais respectueuses* » entre les deux têtes des fédérations alsaciennes, le couple Binder s'est fait rappeler à l'ordre par Paris. Il envisageait de ne présenter aucune liste à Colmar, préfecture du Haut-Rhin et officiellement classée « *ville stratégique* ». « *Patrick Binder trouvait que le maire de Colmar* [Gilbert Meyer, UMP, ndlr] *n'était pas celui qui avait le pire bilan et face auquel nous devions obligatoirement présenter quelqu'un*, explique Nicolas Bay. M*ais c'était un avis personnel et il était inenvisageable de ne pas présenter de candidat là-bas.* » Fin novembre, aucun candidat n'est encore investi dans la capitale des vins d'Alsace. A Mulhouse, Patrick Binder prépare la campagne de sa femme, investie par le parti.

Des jeunes bien présents, des femmes moins engagées

Une constante est cependant à noter : le poids sans cesse grandissant que semble prendre la nouvelle génération, généralement de jeunes hommes âgés de 20 à 30 ans. Pour certains, les municipales de mars 2014 ne seront pas le premier combat politique. Julia

©Judith Kormann/Cuej

Le Widensolois a rassemblé 13,13% des voix aux dernières législatives.

Vincent Wiss, l'enfant du village

A 23 ans, la tête de liste de Widensolen incarne une nouvelle génération du Front national, jeune, peu expérimentée et admiratrice de Marine Le Pen.

Joueur au club de foot de Widensolen, entraîneur pour les plus jeunes, sapeur-pompier pendant un an : Vincent Wiss est « *un enfant du village* ». Et à 23 ans, il brigue la mairie.

Métallier-serrurier de formation, il a travaillé un temps chez Liebherr à Colmar. Après six mois de chômage, il gère depuis l'été dernier son magasin de cigarettes électroniques à Mulhouse.

La venue de Jean-Marie Le Pen en 2006 à Strasbourg décide Vincent Wiss, alors âgé de 16 ans, à prendre sa carte du Front national. « *J'aimais bien ce qu'il disait. C'est un personnage, je voulais le voir.* » Il milite au sein du FNJ, puis se présente comme candidat aux cantonales de 2011, et aux législatives de 2012.

Trois aïeux maires

Fils d'agriculteurs, sympathisants du Front national jamais encartés, le jeune Wiss s'est lancé en politique sans savoir que trois de ses aïeux avaient été maires de Widensolen. Un héritage dont il tire fierté et encouragement. « *Les Wiss sont connus ici. Mon grand-père* [qui n'a jamais été maire, ndlr] *a créé le corps de pompiers de la commune.* »

Face à la sortante Josiane Bigel et à son bilan « *catastrophique* », le candidat se sent confiant et surtout légitime, malgré son jeune âge et le fait de n'avoir jamais été conseiller municipal. « *Je suis sérieux. J'assume mes responsabilités, je suis sur le terrain.* » Pour ajouter à sa crédibilité, il n'hésite pas à rappeler son score de 20% à Widensolen aux législatives.

A la fin du mois de novembre, sa liste de 15 colistiers – 20 pour la sécurité – était quasiment constituée, avec son frère de 20 ans et un seul encarté au FN.

Peu importe le résultat en mars, Vincent Wiss veut continuer à s'investir dans « *la famille du FN* ». Comme cadeau d'encouragement pour la campagne, il souhaite la visite de Marine Le Pen à Widensolen. L'invitation est en attente de réponse.

Claire Le Moine

A la dernière présidentielle
Marine Le Pen 28,55%
Nicolas Sarkozy 28,42%
François Hollande 19,40%
(Résultats à Widensolen au 1er tour en 2012. Source : ministère de l'Intérieur)

Abraham, Vincent Wiss ou Baptiste >>> >>>Pierre sont des personnalités connues de la politique alsacienne que le parti frontiste aime mettre en avant.
« *En France, 14% des têtes de liste ont moins de 30 ans*, observe Nicolas Bay. *Le FN est probablement le seul parti qui leur donne autant de place et de responsabilités. Et pour eux, le mandat municipal est ce qu'il y a de mieux pour démarrer une carrière politique, c'est le mandat le plus formateur. Mais attention, on ne pratique pas non plus le jeunisme à tout prix.* » Une affirmation vite démentie si l'on en croit Patrick Binder : « *Notre critère c'est la jeunesse, moi si je peux avoir 80% de jeunes, c'est bien. Pour l'instant, on est à 50% sur la liste de mon épouse.* » Du côté des militants, ces nouveaux visages font globalement l'unanimité, la relève paraissant assurée.
Les femmes, elles, semblent plus réticentes à s'engager. « *Ce n'est pas facile de respecter la parité* », avoue Eric Gautier, tête de liste à Barr. Mais Pascale Ellès relativise : « *Il n'y a pas que le FN qui éprouve des difficultés à attirer les femmes, les grands partis aussi.* »

« Les erreurs de casting restent possibles »

Que ce soit dans le Haut-Rhin ou dans le Bas-Rhin, que les candidats soient de jeunes loups ou de vieux renards, les fédérations jouent un rôle primordial puisque ce sont elles qui doivent soumettre les listes à la Commission nationale d'investiture. A Paris, on affirme que la sélection est faite avec rigueur, même si « *les erreurs de casting restent possibles* ». Ce fut le cas à Strasbourg avec André Kornmann, « *ce transfuge du centre à la personnalité à part* », dixit Nicolas Bay (lire page 10).
Sur le terrain, les candidats relativisent le poids du national dans les décisions locales : « *J'ai fait part de mon envie de me présenter à Pascale Ellès. Elle a proposé ma candidature à la commission et je suis entré en contact avec Nicolas Bay par mail. On a un peu discuté et j'ai été investi. Ça a été simple, mais j'avais déjà été candidat*, raconte la jeune tête de liste de 22 ans Baptiste Pierre, qui se lance dans la course à Sarre-Union (reportage pages 20-21). *Dans les grandes villes, là où il peut y avoir plusieurs challengers, des rencontres à Paris sont organisées pour parler et choisir le meilleur.* »
Le FN souhaite surtout présenter un maximum de candidats lors des municipales, où le mode de scrutin proportionnel lui est plus favorable pour l'emporter. « *Ils auraient plutôt tendance à engager n'importe qui*, estime pour sa part Franck Timmermans, ancien membre du secrétariat général qui tacle volontiers son ancien parti. *De mon temps, la commission nationale se réunissait pour chaque tête de liste, c'était beaucoup plus hiérarchisé. Aujourd'hui, il y a un déficit d'encadrement. L'investiture, c'est un peu devenu du self-service.* »

Olivier Mougeot
et Esteban Wendling

Julia Abraham, la fille du sérail

Numéro deux sur la liste de Jean-Luc Schaffhauser, l'étudiante espère faire son entrée au conseil municipal de Strasbourg.

©Patxi Berhouet/Cuej

L'étudiante marche dans les pas de son père, candidat au Bonhomme.

Jean-Luc Schaffhauser, un

La tête de liste de Strasbourg est un petit nouveau à l'extrême droite. Longtemps au centre, il se range aujourd'hui derrière Marine Le Pen.

Comment en vient-on à passer du centre à l'extrême droite ? Jean-Luc Schaffhauser, tête de liste Rassemblement bleu Marine pour Strasbourg et ancien responsable de l'UDF, a la réponse : « *C'est simple, en restant au centre.* »
Son « *centre* », c'est celui qui dominait en Alsace jusqu'à ce qu'Adrien Zeller, alors maire de Saverne, n'en devienne la figure de proue à la fin des années 1980. « *C'était un courant de bon sens* », loin du « *centre parisien* » qui se rapproche plutôt de la CSU, le parti des conservateurs chrétiens bavarois. Pour l'homme de 58 ans, ce mouvement était chrétien, conservateur et social, à distance du libéralisme. « *Je n'ai pas changé, je me considère toujours centriste par rapport à deux extrêmes : le libéralisme et le collectivisme. Si le deuxième a disparu, le premier se retrouve au sein de l'UMP et du PS.* »
Le fait de se retrouver en tête de la liste du Rassemblement bleu Marine est, pour lui, « *lié aux hasards de la vie* ». Candidat à Strasbourg aux élections législatives en 2007, il portait les couleurs du Mouvement pour le renouveau politique. Il a recueilli 0,64% des suffrages.
Pendant la dernière campagne présidentielle, ce consultant international en économie distribuait son livre *Relance par le pouvoir d'achat et l'investissement* aux hommes politiques français. « *J'ai donné ce livre à tous les parlementaires, à Valls,*

n centriste à la rescousse

A 22 ans, Julia Abraham a déjà du vécu en politique. Elle s'engage dans sa troisième campagne. L'étudiante en allemand occupera la deuxième ou quatrième position dans la liste de Jean-Luc Schaffhauser à Strasbourg. « *Maintenant je suis habituée*, confie-t-elle. *Une élection politique, c'est très intense. Mais une fois finie, c'est presque un vide.* »

En Julia Abraham, le FN a trouvé la prêcheuse idéale. Jeune, jolie et au discours bien construit, elle n'a rien à envier à ses adversaires plus âgés. « *À 18 ans, j'ai dû faire mes preuves*, souligne la frontiste. *Le problème était moins ma jeunesse que le fait d'être une fille. On me prenait pour une potiche.* »

Après des scores élevés aux cantonales de Guebwiller en 2008 et aux législatives quatre ans plus tard, la politicienne en herbe reçoit ses premiers coups. Alors qu'elle est en hypokhâgne, ses camarades n'acceptent pas la montée du FN et placardent son portrait surmonté d'un« *Wanted.* » « *Il y avait des réactions assez violentes*, se souvient Julia Abraham. *Je n'aime pas qu'on s'en prenne à quelqu'un pour délit d'opinion, ça me met hors de moi.* » Toutes ces attaques n'ont pas eu raison de ses idées. Elle a encaissé. « *Julia n'est pas déstabilisable*, résume Lucile Carrée, sa colocataire. *Elle sait qu'elle a raison. Je trouve que c'est une courageuse.* »

Une histoire de famille

La colistière est totalement dévouée au parti, façon chevalier de la Table ronde. Elle se donne une mission : ancrer le FN localement. Son discours surfe sur la vague « bleu Marine ». Les rendez-vous inondent son agenda : rencontres avec les médias, réunions, conférences, etc. « *Les municipales, c'est particulier*, précise-t-elle. *On prend énormément de temps pour constituer les listes, travailler sur des thèmes plus locaux.* » Elle assiste aussi le groupe FN au conseil régional. La politique dicte son style de vie.

Chez les Abraham, le FN est une histoire de famille. Ses parents ont tous deux candidaté pour le parti dans des élections locales dans leur jeunesse. Jean-François, le père, reprend du service en se présentant aux municipales du Bonhomme. « *Ils avaient calmé leur militantisme quand moi, puis mon frère, sommes nés*, se souvient l'aînée. *On ne nous a jamais endoctrinés, ils ne nous ont pas amenés dans des meetings lorsque nous étions petits. Mais c'est vrai que papa et maman sont souvent d'accord lorsqu'ils parlent politique.* »

De la maison familiale jusqu'à Strasbourg, Julia Abraham a grandi avec le FN. Il suffit de la brancher politique et un prénom émaille son discours : Marine. « *Ce n'est pas une idole, mais nous avons un rapport très famille avec elle*, concède l'étudiante. *Elle connaît tous les cadres des FNJ.* » Proche de « *marraine* » Marine et « *papy* » Jean-Marie, Julia Abraham est prête pour les municipales.

Patxi Berhouet

A la dernière présidentielle
François Hollande 32,14%
Nicolas Sarkozy 27,48%
Marine Le Pen 11,86%
(Résultats à Strasbourg au 1er tour en 2012.
Source : ministère de l'Intérieur)

même aux communistes ! » C'est à cette occasion qu'il rencontre pour la première fois la présidente du Front national. « *Les idées de la personne que j'avais en face de moi étaient très proches des miennes. Marine Le Pen incarne une nouvelle génération, une autre manière d'aborder la politique.* » Il ne compte cependant pas intégrer le FN, préférant un rassemblement plus large derrière sa présidente.

« Pas d'états d'âme »

Ce proche des milieux catholiques ne voit pas de contradiction entre les valeurs chrétiennes et celles de Marine Le Pen. Quand on lui parle préférence nationale, il répond « *préférence citoyenne* » et veut s'occuper des Strasbourgeois avant de s'occuper des problèmes du monde. « *La situation à Strasbourg est très grave : il y a 108 000 actifs et 15 000 allocataires du RSA. Quand je vois l'aide fournie à quelques familles roms, je me dis qu'il y a une disproportion. Je suis tout à fait d'accord pour aider les populations en difficulté, mais chez elles. Au centre, dans les années 80, tout le monde disait ce genre de choses, il n'y avait pas d'états d'âme.* »

De son propre aveu, ses amis ne l'ont pas suivi. « *Je ne dirais pas que tout le monde est d'accord, mais tout le monde comprend. À un moment, j'ai cru qu'il était impossible de faire bouger les choses à l'intérieur du système. Avant de rencontrer Marine Le Pen, j'étais prêt à devenir armateur, à faire de mon bateau un bateau de croisière. Mais maintenant je peux aussi utiliser toutes mes forces pour aider quelqu'un qui veut faire bouger les choses.* »

Emmanuelle François et Gabriel Nedelec

©Gabriel Nedelec/Cuej

Le consultant international de 58 ans brigue la mairie de Strasbourg.

L'Alsace rappelée à l'ordre

Dans une région pro-européenne et adepte des particularismes locaux, les instances nationales doivent parfois venir remettre les pendules à l'heure.

Affiches du Front national, d'Alsace d'abord et capture d'écran du site du FN Alsace.

En 1984, à l'occasion des élections européennes (1), le FN fait une première apparition remarquée dans la région mulhousienne (2). Deux ans plus tard, le scrutin proportionnel aux législatives permet l'entrée des deux premiers députés FN alsaciens à l'Assemblée nationale : Robert Spieler (Bas-Rhin) et Gérard Freulet (Haut-Rhin). Tous deux sont des personnalités connues qui jouent sur la filière régionaliste. Mais en 1988, après le retour au scrutin majoritaire, les deux sont battus (2).

Irrité par l'évolution du FN, qu'il estime de plus en plus centré sur Paris et anti-européen, Robert Spieler fonde en 1989 le parti régionaliste Alsace d'abord.

Le parti entend surfer sur l'identité alsacienne et prépare la campagne des régionales de 1992 avec une affiche provocante : une Alsacienne coiffée d'un voile islamique, avec la cathédrale de Strasbourg en fond. Avec 6% des voix, le mouvement envoie deux élus au conseil régional, quand le FN en compte 9. Le particularisme alsacien n'a pas payé.

Pourtant, le mouvement frontiste alsacien lui-même malmène parfois les fondamentaux du parti alors dirigé par Le Pen père, dont les campagnes sont rythmées par les critiques de l'Europe et les plaidoyers nationaux.

Région frontalière et accueillant des institutions européennes, l'Alsace est plutôt pro-européenne – elle vote oui à 65,58 % lors du référendum sur le traité de Maastricht, le plus haut score national dans un pays qui ne l'accepte du bout des lèvres qu'à 51,04 %.

En 2005, la France refuse, toujours par référendum, le Traité constitutionnel européen. L'Alsace, elle, est l'une des rares régions à l'accepter, avec plus de 55 % des voix – nombre de suffrages frontistes compris.

Le débat pour le Conseil unique d'Alsace, en avril 2013, révèle une nouvelle fois la différence entre le Front national et sa filiale alsacienne. Patrick Binder prône d'abord le oui, avant de se voir intimer l'ordre par les instances nationales de militer pour le non, au nom de l'héritage départementaliste républicain. Marine Le Pen vient défendre la position de son parti, le 11 mars dernier à Mulhouse, dans le fief du couple Binder. Histoire de rappeler qu'au Front, c'est le national d'abord.

Loïc Bécart
et Florence Stollesteiner

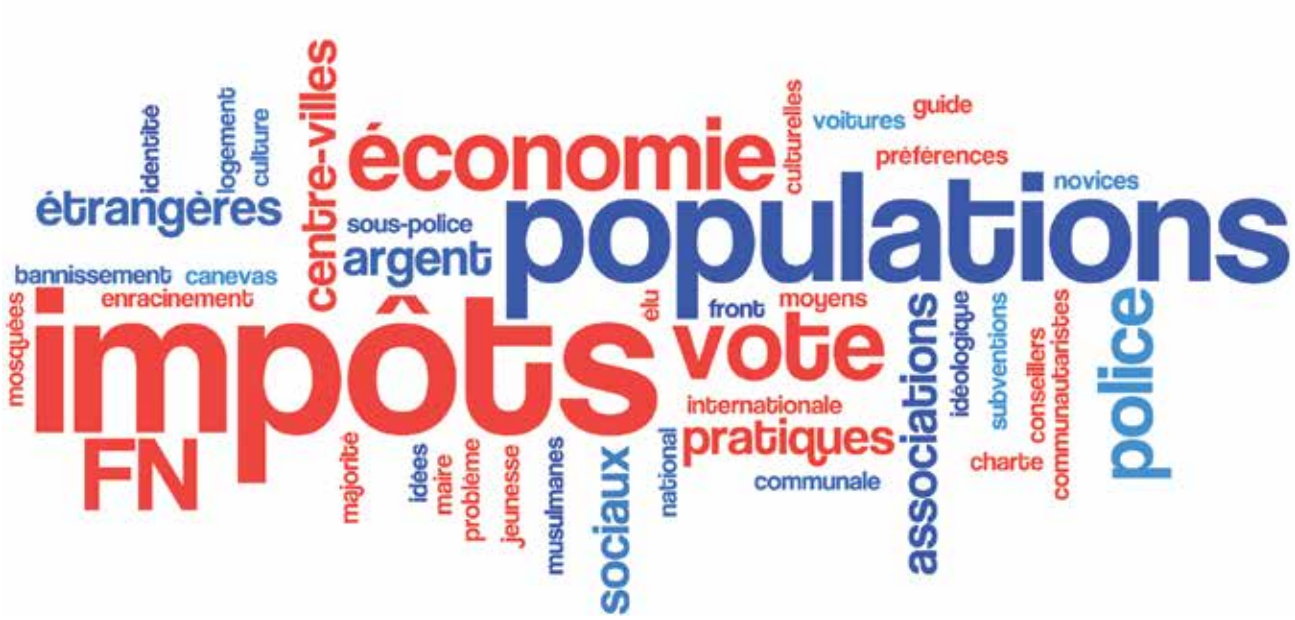
(1) Bernard Schwengler, *Le vote Front national. L'Alsace : un cas particulier ?*, 2003, Editions Oberlin, p.17
(2) Claire Nguyen Duy, Bernard Wallon et al, *L'Extrême droite en questions : actes du colloque*, 1991, Paris, Cercle Condorcet Ligue des Droits de l'Homme, p.36

André Kornmann, éviction express

L'avocat et ex-tête de liste à Strasbourg n'est pas avare de compliments sur certains de ses concurrents à la mairie. Roland Ries ? « *C'est la gauche intelligente* » ; François Loos ? « *S'il est au second tour, je voterai pour lui* ». Là où André Kormann se montre plus féroce, c'est envers les membres de son parti qui auraient contribué à sa chute. Principaux visés : les partisans de Julia Abraham, Flavien Suck (responsable du FNJ à Strasbourg) en tête, déçus de la quatrième place sur la liste strasbourgeoise de l'ambitieuse jeune militante. Ces derniers seraient ceux qui ont « *déformé ses propos sur Internet* », lors de la conférence de presse du 4 octobre. Ce jour-là, dix mesures avaient été présentées, deux avaient surtout retenu l'attention. La première est l'utilisation de chiens d'attaque par la police municipale, « *uniquement lors d'événements dangereux* », se défend l'avocat, âgé de 50 ans et encarté depuis 2011. La seconde est le transfert des « *délinquants* » roms vers le consulat de Roumanie à Strasbourg (« *un somptueux hôtel particulier* »). Les réactions sont rapides et vives. Dans les commentaires de l'article consacré à l'affaire sur le site internet des *DNA*, Flavien Suck et un colistier se désolidarisent et appellent au départ d'André Kornmann. La direction nationale du parti décide de réagir. Le dimanche, Nicolas Bay, directeur national de la campagne des municipales, demande à Kornmann de rédiger un communiqué pour revenir sur ses propos. Ce qu'il refuse. Après deux jours de bras de fer, l'avocat décide de se retirer. Presque un soulagement à l'entendre. « *Je préfère un retrait à ce moment-là qu'un mois plus tard !* », ajoute-t-il.

Actuellement en pleine constitution de sa liste, l'ancien soutien de Raymond Barre partira sous l'étiquette Divers droite. Sans regret. « *Ce qui a été dit, je n'en changerai pas une virgule* », affirme-t-il, avant de lancer une dernière pique à son successeur, le centriste Jean-Luc Schaffhauser : «*J'ai cru à une blague. C'est un ultra-catho. Lui et Julia Abraham, c'est mettre Benoit XVI à côté de Nabilla.* »

François Delencre



Programmes : originalité s'abstenir

Pour les propositions de campagne, les novices doivent suivre la charte du bureau national.

Comme la plupart de leurs collègues, rares sont les candidats frontistes à avoir déjà dévoilé un programme, même si, sur les blogs et les pages Facebook, quelques grandes lignes reviennent souvent : il faudrait plus de sécurité, moins d'impôts, moins d'argent donné aux populations étrangères…
Concrètement, le parti ne demande pas à ses candidats d'avoir de grandes visions : « *On peut être candidat avec quatre ou cinq idées. Pour les élections, nous avons beaucoup joué sur la jeunesse, sur des novices. On ne leur demande pas trop d'originalité. On la réserve aux virtuoses* », explique Laurent Gnaedig, le secrétaire départemental adjoint du Front national dans le Bas-Rhin.

Un canevas idéologique national

Outre leurs éventuelles propositions personnelles pour la commune, les candidats du Front national devront respecter la *Charte d'action municipale au service du peuple français*. Adoptée en septembre par le bureau politique du parti, cette charte est destinée à encadrer les éventuels accords et alliances du parti. Elle représente aussi un canevas idéologique pour tous les néo-candidats. « *Dans le Bas-Rhin, le programme, c'est la charte. Elle représente le contrat minimal. Ensuite, le candidat pourra ajouter ses propres idées, comme la lutte contre le bannissement des voitures dans les centre-villes* », commente Laurent Gnaedig.
Pour le secrétaire départemental adjoint, conformément à la charte, l'une des priorités des mandats municipaux sera de baisser la part municipale des impôts. Les subventions aux associations cultuelles, comme les associations musulmanes qui soutiennent la création de mosquées, de « *culture internationale* », ou jugées « *communautaristes* » seront coupées, au profit d'associations « *qui prennent en compte toute la population* ». Une économie qui, pour Laurent Gnaedig, suffirait à donner plus de moyens à la police municipale et à « *redorer son blason* » : « *La police municipale est une sous-police en France. Elle n'est pas armée, pas assez considérée. Il faut lui donner beaucoup plus de moyens.* » Autre proposition du responsable départemental : la « *préférence communale* », qui donnerait la priorité aux résidents de la ville pour l'accès aux logements sociaux. « *Un maire doit voir qui habite dans sa ville. Surtout que les logements sociaux attirent des populations à problème. Je dirais qu'au moins 80% des logements sociaux devraient être réservés exclusivement aux personnes de la commune, et notamment aux jeunes couples qui souhaitent s'installer,* déclare Laurent Gnaedig. *Notre but est que le citoyen se sente bien dans la ville. Il faut de la sécurité, de l'identité et de l'enracinement.* »

Sécurité et gel des impôts sont les priorités de la charte du FN. ©DR

La recherche du bénéfice politique

D'une manière générale, les mesures proposées vont souvent au-delà de l'échelle communale. Les instructions, notamment celles concernant le vote, délivrées dans le *Petit guide pratique de l'élu municipal Front national* accentuent l'impression que le parti cherche davantage à se renforcer qu'à servir l'intérêt municipal. D'après le guide, les conseillers municipaux FN devraient toujours voter contre les propositions de la majorité, pour ne pas être confondus avec celle-ci : « *Méfiez-vous des "grands projets"* […]. *Les approuver ne vous apportera politiquement aucun bénéfice. Car si le grand projet est bon, les électeurs retiendront que c'est le maire qui l'a porté* ».

Florence Tricoire

Patrick Binder lors d'une séance du conseil municipal de Mulhouse.

Le cirque Binder repart en tournée

Le couple se lance dans une nouvelle campagne à Mulhouse. Martine est tête de la liste, Patrick en est le stratège. Ils prônent la baisse des dépenses et une école indépendante.

Tous les observateurs de la vie mulhousienne s'accordent à le dire : il est impossible de tirer un bilan de l'action des élus du Front national à Mulhouse. Et pour cause. « *Quand on est dans l'opposition, on n'est rien* », affirme Patrick Binder. Pour le chef de file des quatre conseillers municipaux frontistes à Mulhouse, les seuls élus FN en Alsace, exister est un combat quotidien. Ses armes préférées sont la provocation et le parler haut et fort : « *Dire la vérité, c'est provoquer.* » A chaque conseil municipal, les interventions de Patrick Binder et de son épouse Martine relèguent au rang de figurants leurs collègues frontistes Bernard Frey et Nicole Dantzer.

A l'Hôtel de ville de Mulhouse, les chevaux de bataille de Patrick Binder, élu en 2008, sont bien connus : la sécurité – qu'il mêle aisément à l'immigration –, la culture alsacienne, les petits commerces ou le logement. Avec les mots qui claquent. « *Guérilla urbaine* », « *état de guerre* »… Les Binder ne manquent pas d'expressions catastrophistes pour qualifier le règne de « *l'insécurité* » à Mulhouse.

Avec des solutions aussi bien diverses que contradictoires : créer

Pour une école à l'ancienne

Côté éducation, les époux Binder ont une proposition-choc, inscrite pour la première fois en France sur un programme électoral : créer une école indépendante, c'est-à-dire hors-contrat avec l'Education nationale. Des classes réduites, un niveau d'excellence et un retour aux « *fondamentaux* » pédagogiques. Car à Mulhouse, « *les écoles privées sont elles-mêmes engorgées et le niveau baisse* », explique Patrick Binder. Dans son programme, même l'éditeur du manuel scolaire est trouvé : il s'agit de la Librairie des Ecoles. Mais son directeur, Jean Némo affirme ne pas avoir été contacté par l'élu mulhousien

Patrick Binder assure que si le FN est élu, l'école pourra ouvrir en septembre. Il connaît déjà le futur directeur. Il s'agit du mari d'une de ses colistières, professeur dans le privé. Mais le projet n'est pas chiffré. « *Je suis dans les finances, et l'argent on peut le trouver.* »

des milices citoyennes et une « *Garde nationale* » par région ; envoyer des délinquants en Sibérie (lire ci-dessous) ; renforcer la présence policière… Le tout sans augmenter le nombre de policiers, ni les coûts, et en critiquant les mesures prises par l'actuelle mairie, comme le classement en zone de sécurité prioritaire et la vidéosurveillance.

Et Patrick Binder a le sens du détail. Au conseil municipal du 24 septembre, il assène ses propositions une pierre et un antivol dans la main comme preuves de la violence des délinquants et de « *ce qu'il reste de son VTT, acheté il y a deux jours.* »

Justement, lorsque les époux Binder parlent de « *délinquants* » ou de « *jeunes* », en utilisant eux-mêmes les guillemets, l'amalgame avec l'immigration n'est jamais très loin. Après les émeutes de l'été 2012, Patrick Binder préconise de « *déchoir de leur nationalité les délinquants d'origine étrangère, avant de les expulser.* » Au conseil municipal de septembre, l'élu FN va plus loin en mêlant ces événements à la culture et à la religion : « *Ces quartiers sont occupés par des individus qui imposent leur culture, leur mode de vie, leur langage et on assiste à l'explosion du fondamentalisme, du fanatisme et d'un intégrisme religieux.* »

Fervents partisans du « made in Milhüsa »

Patrick Binder se pose, avec les membres de son groupe, comme défenseur d'une identité mulhousienne. Sa femme a écrit une lettre au maire pour réclamer un carnaval plus « *authentique* », tandis que son mari a crié au scandale quand on lui a demandé d'arrêter de parler alsacien lors du conseil municipal. Et de se déclarer dans leur journal *Le petit Mulhousien* (à la fois tract et journal du FN de la ville) fervents partisans du « *made in France* » et plus particulièrement du « *made in Milhüsa* » (Mulhouse, en alsacien). Voire à s'opposer à l'implantation d'Ikea à Morschwiller-le-Bas. « *Certains s'imaginent qu'il y aura synergie avec les commerces de proximité, c'est faux* », prédit Patrick Binder au conseil municipal du 24 juin. Avec comme menace, l'épouvantail des friches commerciales, « *en constante augmentation depuis des années* ».

Autant d'éléments de langage et de mise en scène lors des séances du conseil municipal que Patrick Binder utilise également au conseil régional, où il est aussi élu. Séance après séance, il se veut défenseur du bilinguisme, dénonce le financement de l'art contemporain et la présence de la nourriture halal en Alsace. Là encore, il s'agit de parler haut et fort. Mais pour des résultats tout aussi négligeables.

A l'assaut de la municipalité

L'ambition du couple élu est désormais de remporter la mairie de Mulhouse, avec Martine Binder comme tête de liste. Pour le conseiller municipal mulhousien, curieusement « *Martine c'est Marine, et moi je suis Jean-Marie* ». Ajoutant : « *Ma femme, c'est la virginité politique absolue.* » Pourquoi laisser ainsi la place à sa femme ? « *Ma femme est pragmatique, elle ne fait jamais dans la polémique. Je suis meilleur stratège en n'étant pas tête de liste. Au moins, je ne suis pas sur le devant de la scène. Et je peux plancher toute la journée sur des sujets, ce que je ne pourrais pas faire en étant candidat.* »

A la recherche de colistiers

Comme lors des conseils municipaux, les idées ne lui manquent pas. « *Moi je réfléchis hors du FN, je réfléchis à des mesures.* » Avec deux limites bien circonscrites : « *J'ai dit à ma femme : pas de promesses* » et « *Mulhouse est une entreprise en liquidation judiciaire* ». D'où une « *baisse des taxes, et une baisse des dépenses* ». Les Binder veulent limiter le train de vie de la mairie, avec une dizaine d'adjoints ; délocaliser les conseils municipaux dans les quartiers de la ville ; faire de Mulhouse « *la première ville verte d'Alsace* » ; créer une école hors-contrat, etc. Ils tiennent toujours les mêmes discours sur la sécurité : moins de vidéosurveillance, expulser les familles « *à problèmes* » de la ville, permettre à la police d'intervenir de « *manière musclée* » dans les quartiers, etc.

Pour leur liste, un mot revient régulièrement : « *renouvellement* ». Patrick Binder est à la recherche de jeunes colistiers qui apprennent vite et de « *gens compétents qui sont prêts à travailler quinze à dix-huit heures par jour* ». L'homme prévient : « *Les membres de ma liste diront ce que les Binder leur disent.* » Il annonce qu'il est prêt à glisser de la deuxième à la quatrième position si Christelle Ritz et son mari, qui ont démissionné de son poste d'adjointe en mai dernier suite à des propos polémiques sur les immigrés et les enfants d'immigrés, venaient à rejoindre le Front national – comme il le souhaite. « *Je n'ai pas d'ego* », affirme Patrick Binder, avant de conclure : « *On a cinq mois pour gagner. Depuis 2008, les choses ont changé. Le FN a un poids énorme.* »

Loïc Bécart
Raphaël Czarny
Claire Le Moine
et Florence Stollesteiner

Le goulag pour les délinquants

Pour se débarrasser des « *délinquants pathologiques* », les Binder envisagent de monter un jumelage entre Mulhouse et une ville en Sibérie. Les « *casseurs, agresseurs et dealers* » devraient selon eux être envoyés en Russie pour y effectuer un séjour de rééducation de six mois.

Les Binder comptent ainsi imiter l'exemple de Gießen, une ville du Land de Hesse qui, selon eux, aurait établi un tel partenariat. Eva-Maria Jung, secrétaire en chef de l'office de protection de la jeunesse de Gießen, est surprise par une telle publicité. Elle affirme qu'effectivement, en 2007, un garçon a voyagé en Sibérie pendant neuf mois. « *C'était une mesure éducative et non-répressive*, explique-t-elle. *Il s'agissait d'un cas isolé. On cherchait une possibilité pour aider ce garçon qui avait des problèmes d'agressivité. Il est allé en Russie de son plein gré et a profité d'une prise en charge intensive avec un accompagnateur personnel.* »

Les Binder verraient ce séjour plutôt comme une punition. L'objectif : empêcher les « *cas irréductibles [de] pourrir la vie des citoyens* ». De toute manière, l'idée risque de ne pas se concrétiser. Il reste à trouver une ville russe prête à s'engager dans un jumelage sur cette base-là…

Violetta Kuhn

©Dom Poirier/ L'Alsace

Former, c'est formater

Le parti de Marine Le Pen organise des week-ends de formation pour ses candidats. Ces sessions express sont plus axées sur la forme que sur le fond.

Un dimanche de novembre, dans une brasserie du quinzième arrondissement de Paris, Pascale Ellès déjeune avec ses camarades. L'ambiance est bon enfant dans ce restaurant où, dit-on, le propriétaire aussi « *vote pour Marine* ».

La tête de liste Front national pour Illkirch-Graffenstaden et trois de ses collègues du Bas-Rhin sont montés à Paris pour la convention des élections municipales de leur parti. Un week-end de formation et de réunions entre cadres du FN et candidats, qui s'achève sur le discours de lancement de la campagne nationale par Marine Le Pen.

« *C'était surtout de l'échange,* explique Pascale Ellès, *on parle chacun de ce qu'on connaît, on échange nos expériences.* » La petite délégation alsacienne se dépêche de terminer son dessert. Marine Le Pen s'exprime dans une petite heure, « *il faut qu'on ait de bonnes places* », répète la candidate d'Illkirch.

A l'occasion de cette convention, mais aussi de nombreuses sessions de formation, tous les candidats potentiels aux élections municipales révisent les bases de la politique. Le parti leur fournit des modèles de tracts, d'affiches et un questionnaire personnalisable par commune. A diffuser à tous les citoyens, ce dernier aborde les thèmes chers au FN : l'emploi, la sécurité et l'immigration. Il permet un premier contact avec les habitants, de repérer de futurs militants ou, mieux encore, des candidats pour compléter les listes.

Ces opposants « *à l'UMPS* », comme ils se plaisent à appeler les deux principaux partis, croient dur comme fer au déferlement d'une « *vague bleu Marine* » en mars prochain.

Pascale Ellès, tête de liste, à Illkirch-Graffenstaden, menait la délégation bas-rhinoise au week-end de formation, les 16 et 17 novembre, à Paris.

© Judith Kormann/Cuej

En 2008, le Front national n'avait réuni qu'une seule liste aux municipales dans le Bas-Rhin, à Strasbourg. Cette année, il devrait en présenter une dizaine, toutes menées par des primo-candidats.

« De plus en plus de candidats sont investis, on est submergés »

Pour former tous les novices, le parti a créé le Campus bleu Marine. Depuis janvier 2013, plus de 400 adhérents sont passés par le siège du parti, à Nanterre, où se tiennent les cours. « *C'est un dispositif créé en urgence* », explique Jean-François Jalkh, délégué général du FN et vice-président chargé des élections. Membre du parti depuis 1974, il enseigne aux candidats tout ce qui touche au droit électoral. « *Face au nombre de plus en plus important de candidats, et après le succès de 2012, il a fallu mettre les moyens pour les former. Louis Aliot a été nommé vice-président chargé de la formation et des manifestations en juillet 2012* », résume Frédéric Gourier, chargé de mission du Campus bleu Marine et directeur de campagne de Louis Aliot à Perpignan.

Frais de déplacement, hébergement et restauration sont pris en charge par le bureau national. Chaque participant ne débourse que 40 euros par week-end. « *Depuis septembre, des séminaires en région ont dû être organisés pour répondre à la demande. De plus en plus de candidats sont investis, on est submergés.* »

Le responsable du Campus table sur un millier de personnes à former au total. « *Les têtes de listes et les mandataires financiers sont prioritaires dans les formations. Un programme spécialement pour les municipales a été établi* », poursuit Frédéric Gourier. L'offre ne concerne que très peu le fond.

aux municipales.

Aucun module sur l'idéologie n'est actuellement enseigné. Bruno Lemaire, conseiller économique de Marine Le Pen, propose simplement une formation sur le « *décryptage de l'actualité économique*». Au bout de quelques heures, les candidats sont censés être aptes à expliquer à leurs concitoyens l'intérêt du programme économique du Front national.

Sur la forme, les participants apprennent les recettes pour réussir en campagne électorale : comment déposer des candidatures, constituer des listes, financer la campagne, élaborer un bulletin de vote aux normes, gérer les comptes de campagne et s'exprimer en public.

La plupart des intervenants sont issus du Front national. Ils transmettent leur expérience. « *Les élections municipales sont les plus difficiles, car les candidats sont seuls dans leur ville, ça demande certaines compétences* », souligne Jean-François Jalkh.

« Les candidats à la moulinette »

En complément des formations, le parti a ouvert un portail sur le web et édité un *Guide du candidat*. Cet ouvrage de 110 pages résume les tactiques pour attaquer ses adversaires, les thématiques à privilégier et les réponses à apporter à la presse.

« *On passe les candidats à la moulinette*, confirme Jean-François Jalkh. *C'est du formatage, mais c'est dans le formatage que les candidats vont pouvoir s'épanouir.* »

Selon lui, les jeunes candidats sont plus faciles à former. « *Ils sont plus zélés que les vieux. On peut mieux les prendre en main.* »

Le responsable du Campus Frédéric Gourier évoque le caractère rassurant de ces règles de comportement, notamment pour les adhérents qui hésitent encore à se présenter : « *Cela les encourage. On leur dit de ne pas s'inquiéter, qu'on sera là pour les assister. Mais ce n'est pas de l'assistanat, c'est de l'assistance.* »

« Les jeunes sont plus zélés que les vieux. On peut mieux les prendre en main »

Jean-Paul Colin, numéro deux sur la liste à Illkirch-Graffenstaden, ne se sent pas « *formaté* » : « *J'ai mes idées, je fais ce que je veux. Même s'il faut toujours passer par le bureau national*, avoue-t-il, *pour qu'ils corrigent nos phrases pour qu'on ne puisse pas nous attaquer au tribunal.* » Et pour les candidats qui resquillent, la radiation n'est pas exclue.

« *Je ne pense pas qu'on soit plus encadrés au Front national que dans un autre parti. Je dirais justement qu'on est maintenant autant encadrés que dans un autre parti, ce qui est important* », estime Grégory Natter, candidat sur la liste de Jean-Luc Schaffhauser à Strasbourg et suppléant de la conseillère régionale Huguette Fatna aux législatives de 2012.

Le 30 mars, tous les élus FN seront pris en charge au lendemain de leur victoire. Au programme, cours sur leurs nouvelles compétences, sur l'idéologie et les manières de communiquer. Trente-cinq ans après l'édition du premier *Guide pratique de la section et du militant*, le parti d'extrême droite renoue avec une organisation et une méthode de formation qui avaient disparu depuis quinze ans. Avec le Campus bleu Marine, le parti vise les mille élus.

Judith Kormann et Margaux Velikonia

« Dans les années 90, la formation était l'une des meilleures »

© DR

Pour l'historienne Valérie Igounet, la formation a toujours été un enjeu principal pour le Front national.

Comment définiriez-vous la formation des militants au sein du FN ?

Il faut distinguer deux types de formations au sein du Front national. D'abord les rendez-vous du parti où l'on apprend à parler Front national. Dans les congrès ou les universités d'été, il y a toujours des modules de formation, des fascicules distribués. Ensuite on trouve ce que j'appelle « l'école de formation ». Après diverses tentatives qui n'ont pas abouti, la première véritable école du FN, l'Institut de formation nationale (IFN), a été créée en 1989, pendant les années Bruno Mégret.

Comment est né l'IFN ?

Vers la fin des années 80, Franck Timmermans, secrétaire national à l'encadrement, remarque que les militants ne retiennent pas grand chose des cours doctrinaux, certains s'endorment même. Après ça, le secrétariat général du parti s'est occupé des cours pratiques tandis que la délégation générale a continué à prodiguer des cours plus idéologiques.

Dans les années 90, la formation au FN était l'une des meilleures qui soient pour un parti politique, elle avait tenu compte de nombreuses remarques et s'était considérablement améliorée. C'était une formation politique et technique, avec des cours beaucoup plus pratiques, des exercices concrets sur la rédaction d'un tract, la communication à tenir pendant une conférence de presse ou le collage d'affiches.

La scission de 1998, et le départ des mégretistes, a fragilisé l'IFN. Le Campus bleu Marine, créé en 2013 à l'horizon des municipales, a encore du travail pour arriver à la qualité de la formation des années 90.

Comment le FN gère-t-il l'arrivée des primo-candidats ?

Il y a toujours eu des primo-candidats mais en 2014, le Front national s'est donné l'objectif de présenter le plus de listes possibles (au moins 600). La pénurie de candidats l'oblige à recruter des gens vierges politiquement et beaucoup de jeunes. Cela conduit à des dérapages comme on a pu en voir récemment (*propos racistes envers Taubira, ndlr*). Le FN a donc du travail à faire, et cela passe par la formation.

Propos recueillis par Romain Geoffroy

V. Igounet est chercheuse à l'Institut d'histoire du temps présent.

Réseaux sociaux : un tw

Entre communications officielles et dérives personnelles, le FN peine à

Le 13 octobre dernier, Joris Hanser, jeune candidat aux municipales à Rixheim (Haut-Rhin) fêtait la victoire du Front national aux élections cantonales de Brignoles par un tweet ambigu : « *#ABrignoles-CeMatin, die Ausweise* [papiers d'identité, une référence à l'Occupation, ndlr] *étaient à retirer en sous-préfecture* », pouvait-on lire sur le compte Twitter de cet étudiant de 20 ans. Le dérapage de trop pour le FN qui lui a valu d'être exclu du parti. « *J'ai reçu fin octobre une lettre me disant que j'étais démis de ma tête de liste* », annonce-t-il à Reuters. En janvier, un article de *L'Alsace* faisait déjà état des frasques du jeune homme sur Facebook, où, parmi ses « likes », figurait Radovan Karadzic, criminel de guerre serbe.

Formidables outils de communication, Twitter, Facebook et autres, s'ils sont mal maîtrisés, peuvent coûter cher à certains candidats. Et le FN en est conscient. Le 3 septembre, une note interne au parti, signée Steeve Briois, son secrétaire général, rappelait aux secrétaires départementaux la vigilance nécessaire quant à l'activité numérique de leurs militants. « *Vous êtes chargés de vérifier, ou de faire vérifier, que les candidats aux municipales respectent la ligne politique du parti sur leurs blogs ou sur les réseaux sociaux* », explique le texte, avant d'énumérer les sanctions en cas de dérapage. *Le guide pratique du candidat Front national* insiste aussi sur les risques de cette pratique. « *Les réseaux sociaux sont scrutés par nos adversaires et la presse locale. Ils savent que c'est un lieu propice aux dérapages.* »

Parmi les cadres du FN alsacien, les plus anciens restent méfiants. Pascale Ellès, secrétaire départementale pour le Bas-Rhin, souhaiterait interdire les comptes Facebook ou Twitter pour les candidats ou les colistiers. « *Les côtés positifs sont minimes par rapport aux ennuis que cela peut produire.* »

Depuis ses dérapages sur Twitter, les tweets de Joris Hanser sont protégés et réservés à ses followers.

« Une mauvaise blague sur mon mur »

Plus que leurs propres statuts ou tweets, ce sont les commentaires des autres qui font peur aux candidats frontistes. « *Même si je n'ai rien à me reprocher, quelqu'un peut poster une mauvaise blague sur mon mur* », regrette encore Pascale Ellès. « *Je supprime tous les commentaires contre les immigrés sur mon Facebook* », confirme Patrick Binder. En avril dernier, une photo publiée sur la page Facebook de Julien Rochedy, leader du FNJ, montre Julia Abraham en compagnie d'un membre du GUD, un groupuscule d'extrême droite. À l'heure où le FN essaye de rompre avec ces groupes radicaux, l'épisode passe mal. Six mois après les faits, les articles de presse traitant de l'affaire sont encore la première réponse sur Google après une recherche « Julia Abraham ». Moins en vue car fraîchement entré dans le parti, Lionel Benis sera colistier de Jean-Luc Schaffhauser à Strasbourg. Lui aussi fait de Twitter un usage exclusivement politique. Parmi ses 1372 tweets, quelques-uns sont plus radicaux. « *Pendons-le* », s'insurge le jeune homme en octobre 2012, à propos d'Harlem Désir qui annonçait vouloir dissoudre les Jeunesses identitaires. « *Ces tweets, je les assume, c'était stupide. Mais je ne veux pas les effacer. S'il faut les expliquer, je le ferai* », dit-il. Qu'importent les risques, les réseaux sociaux sont « *l'outil du siècle* » selon Julia Abraham. « *Il y a plus de bénéfices que de risques. Beaucoup de gens sont venus à moi via Facebook !* » (670 « likes » sur sa page Facebook).

Ces jeunes qu

Le Front national de la jeuness

Ce jeudi 21 novembre, le restaurant Les Bons Amis de Geispolsheim est plein à craquer. A l'intérieur, une centaine de sympathisants du Front national se serrent dans un décor surchargé, où portraits d'un autre temps et affiches militantes s'entremêlent. Ils sont venus assister à la rencontre avec Florian Philippot, le numéro 2 du FN. Acquis à son public, le politicien manie l'art de la rhétorique, parle politique et actualité. La salle s'esclaffe lorsque l'orateur fait mine de ne plus savoir prononcer le nom d'Abdelhakim Dekhar, le tireur qui a fait la Une des médias cette semaine-là.

Au premier rang, ils sont une dizaine, âgés de 18 à 25 ans, à ne pas en manquer une miette. Bien

eet et ça dérape

cadrer ses militants et leur utilisation de la toile.

Contourner les médias traditionnels

« *Le Front national voyait Internet comme un contre-média capable de faire passer sa vérité, déformée selon lui par les médias* », explique le sociologue Sylvain Crépon. Sur les réseaux, le militant frontiste se pose donc en acteur de la lutte contre la désinformation. Mais les « *gazouillis* » politiques sont-ils réellement efficaces dans le cadre d'une campagne municipale ? « *Un bon candidat n'a pas le temps de suivre ces choses-là* », tranche Pascale Ellès. Flavien Suck, leader du FNJ Strasbourg, n'est pas de cet avis : « *On doit toucher les jeunes par les réseaux sociaux !* » Julia Abraham renchérit : « *Il faut user de tous les moyens pour véhiculer nos idées.* »

Pourtant, « *Twitter reste assez marginal, donc c'est compliqué d'y mener une action locale* », relativise Lionel Benis, suivi par 341 personnes sur le réseau au petit oiseau bleu. Romain Thomann, militant haut-rhinois, a lui choisi la voie du tweet ultra-local. En octobre, il commentait sur Twitter le conseil municipal d'Urschenheim, 700 habitants. « *C'est pour avoir une trace écrite et en rendre compte à Vincent Wiss qui se présente dans une commune voisine* », explique le jeune homme de 17 ans qui vit Twitter comme un premier engagement. Un premier pas avant de rejoindre la cour des grands, là où les élections se gagnent vraiment.

Aurélien Lachaud
et Maxime Mainguet

i montent au Front

e, avec près de 20 000 adhérents, serait le premier parti des moins de 25 ans en France.

Ceux qui tractent sont aussi ceux qui sont actifs sur les réseaux sociaux : les jeunes.

© Esteban Wendling/CUEJ

habillés, attentifs, ils détonnent au milieu d'une foule plus populaire. À la fin du discours, ils sont les premiers à serrer la main de Florian Philippot et à se prendre en photo avec lui. Ces jeunes sont adhérents au Front national jeunesse (FNJ), le parti des jeunes qui connaît probablement la plus grande expansion en France depuis deux ans et inquiète les observateurs. En Alsace, on compte près de 1000 militants FNJ, mais seule une poignée est réellement active. Ce sont eux qui tractent et prêchent la politique nationaliste sur les réseaux sociaux. Loin des crânes rasés, des sacs Fred Perry et des propos agressifs qui hantent les imaginaires, ces jeunes surprennent par leur quasi banalité. À Strasbourg, Flavien Suck est le responsable FNJ. Il s'est entouré d'une vingtaine de jeunes en qui il a confiance : « *Je ne veux pas de dérapages. Pas de racistes, pas d'homophobes. On ne peut pas empêcher ces gens-là de voter pour nous mais on peut les empêcher de militer.* »

Des rencontres hebdomadaires entre jeunes passionnés de politique : le FNJ dans la capitale alsacienne ressemble à n'importe quelle antenne militante. Ou presque. « *Nous n'avons pas d'adresse strasbourgeoise. Les propriétaires refusent de nous louer un local car ils ont peur que leurs murs soient dégradés. Je les comprends : les locaux FN se font régulièrement attaquer en France. Alors, on se réunit chez les uns et les autres ou dans un café.* » Tous ses membres ont connu les insultes et les menaces. Les jeunes connaissent les reproches qu'on adresse à leur parti, mais ceux qui se font appeler les « *gars de la Marine* » ne semblent pas prêts de quitter le navire.

Avec Marine Le Pen, les jeunes sont devenus l'objectif numéro un du parti. Il faut les séduire et les faire adhérer. N'importe laquelle de ces jeunes pousses peut être investie dans une élection. La plupart des militants actifs au FNJ font des études ou travaillent déjà. Ils présentent bien, sont cultivés : ce sont eux qui sont mis en avant. Quand on aborde le racisme ou la xénophobie latente du FN, les réponses sont immuables : oui il y a encore des « *dérapages* », mais le changement est en cours.

Sur leurs lèvres, les discours de Marine Le Pen appris par cœur et le triptyque « souveraineté, identité, justice » issu de la plaquette « *argumentaire FNJ* ». Comme n'importe quels militants, ils semblent persuadés d'être dans le vrai. Tels des savons, ces jeunes sont insaisissables. De vrais hommes politiques à la communication verrouillée. Ils le savent : le moindre écart et c'est la mise au ban du parti. Comme Anne-Sophie Leclere, ex-candidate à Rethel (Ardennes), épinglée pour avoir comparé Christiane Taubira à un singe, ou Joris Hanser, jeune Alsacien privé d'investiture à Rixheim pour des propos racistes et antisémites sur les réseaux sociaux. Difficile, quand les débarquements forcés se multiplient, de croire aux beaux discours des gars de la Marine.

Clémence Lesacq
et Maxime Mainguet

Les soutiens avancent masqués

A quatre mois des élections municipales, le parti frontiste tente d'activer petit à petit ses appuis locaux. En Alsace, ses réseaux d'influence sont encore marginaux.

Sortir de l'isolement politique. Un fil rouge, suivi par le parti de Marine Le Pen, qui se traduit principalement à travers l'opération dite de dédiabolisation, mais pas seulement. En étendant son influence dans la société civile, par l'activation de différents réseaux, le Front national cherche à gagner en visibilité et en crédibilité. Au niveau national, des cercles d'influence se structurent progressivement au sein du monde de l'entreprise, des syndicats, du secteur agricole, de l'éducation. A l'échelle régionale, en Alsace, ces réseaux commencent à être activés, mais peinent à exister.

Une aide venue du Siel

Petit parti fraîchement créé, le Siel (Souveraineté, indépendance et liberté) soutient les candidats frontistes via le Rassemblement bleu Marine (RBM). Présidé par Paul-Marie Coûteaux, figure du souverainisme qui avait notamment permis l'arrivée de Florian Philippot dans le parti frontiste, le Siel se place en passerelle pour les militants ne souhaitant pas franchir le pas d'une adhésion directe au Front national.

Malgré sa petite taille, le parti possède une délégation alsacienne. « *Nous apportons au Front national nos propres réseaux,* explique la déléguée du Bas-Rhin, Louise Buchmann, *notamment notre carnet d'adresse issu du MPF (*Mouvement pour la France, Philippe de Villiers, ndlr*) ou des chevènementistes (*Mouvement républicain et citoyen, Pôle républicain, ndlr*).* »

En Alsace, les adhérents du Siel se comptent sur les doigts d'une main. « *C'est encore très marginal. Concrètement, notre but est d'aider les têtes de liste,* précise Louise Buchmann. *Il faut reconstituer des réseaux, cela prend du temps.* » Selon elle, les appuis du FN dans la région sont relativement opaques. « *C'est un microcosme. Tout le monde se parle, tout le monde se connaît. Il y a des ex-UMP, des ex-identitaires, c'est une constellation de personnes, dont les frontières sont relativement poreuses.* »

Des syndicalistes qui peinent à s'afficher

Des entreprises et chefs d'entreprises soutiennent le Front national, mais ne l'affichent pas. « *Par peur d'avoir une mauvaise image,* justifie Louise Buchmann, *même si ça commence doucement à changer.* »

Il en va de même dans l'éducation. Le collectif Racine, qui regroupe des professeurs militants FN, devrait prochainement ouvrir une section locale en Alsace. « *On a quelques professeurs dans le fichier, mais pour l'instant ils se tiennent à distance* », confie Laurent Gnaedig, professeur d'anglais à Dettwiller et secrétaire dépar-

temental adjoint du FN dans le Bas-Rhin. « *Dans mon collège, je n'ai pas trop de problèmes, c'est un petit collège, il n'y a pas beaucoup d'ostracisme. Mais ailleurs, si un collègue fait son* coming out, *il s'exposera à des pressions psychologiques* », avance l'enseignant. Dans ces conditions, l'influence d'une hypothétique antenne locale du collectif Racine semble limitée.

De la même manière, certains syndicalistes sont prêts à soutenir des candidats FN, mais leur identité est gardée secrète jusqu'à présent. C'est le cas à Haguenau, où le candidat Front national aux municipales, Jean-Claude Altherr, assure que sa liste comporte « *deux syndicalistes, un FO et un CGT, des commerçants, des chefs d'entreprise...* » En 2011, les élections cantonales avaient conduit des formations syndicales à plusieurs exclusions de militants qui avaient candidaté sous l'étiquette FN, comme en Moselle avec le cas de Fabien Engelmann, un ancien de la CGT.

Un candidat proche des milieux catholiques

L'arrivée de Jean-Luc Schaffhauser comme tête de liste RBM à Strasbourg pourrait donner un second souffle à la structuration de ces sphères d'influence. Consultant international et président de l'Académie européenne, un *think tank* traitant de questions économiques et politiques sur l'Europe, ce technicien est aussi réputé proche des milieux catholiques. Si le rejet du vote FN par les catholiques pratiquants était avéré par le passé, c'est moins le cas aujourd'hui (27% des fidèles de moins de 35 ans ont voté Marine Le Pen en 2012 selon l'Ifop). Une partie du vote catholique, habituellement tourné vers une droite plus modérée, pourrait être alors tentée par le néo-mariniste.

Aurélien Lachaud et Maxime Mainguet

Les dessins de la haine

« *Ni droite ni gauche* » : Martine et Patrick Binder, conseillers municipaux Front national à Mulhouse et candidats aux municipales de 2014, ont mis cette devise à la Une du *Petit Mulhousien*, distribué début octobre dans les boîtes aux lettres de la ville. Sur les 16 pages du pamphlet se retrouvent onze caricatures xénophobes. Le schéma est simpliste : des flots d'immigrants aux visages tordus, aux sourires méchants, aux gestes violents submergent des Français blancs, l'air innocent et naïf, sans défense. Ces images sont signées Chard, le pseudonyme de Françoise Pichard, dont les dessins sont librement accessibles sur son site Internet. Le couple Binder les a exploitées sans demander l'avis de la caricaturiste.

La femme de 72 ans publie depuis des décennies dans *Rivarol*. Pour au moins une de ses caricatures, le magazine d'extrême droite a été condamné en 1994 par le tribunal de grande instance de Paris, du délit de « *provocation à la discrimination, à la haine, ou à la violence raciale envers la communauté noire* ».

Interrogé sur la publication de caricatures d'une femme qui soutient ouvertement des thèses négationnistes, Patrick Binder assume : « *Un bon dessin, c'est mieux qu'un texte, ça a toujours été apprécié. On s'en fout du passé d'X ou d'Y.* »

Violetta Kuhn

David Nyom Kieffer, migrant politique

L'étudiant en histoire, a rejoint ce qui est pour lui « *le seul parti vraiment populaire en France* ».
©Verena Hölzl/Cuej

« *Children of the revolution* » est brodé sur sa trousse bleu foncé, sortie de sa serviette en cuir. David Nyom Kieffer a 20 ans et il a déjà fait sa propre révolution, de l'extrême gauche à l'extrême droite. Depuis six mois, l'étudiant alsacien milite pour le Front national, « *le seul parti vraiment populaire en France* ».

David est un jeune homme souriant, avec de grandes lunettes noires, modèle Ray-Ban, et une belle écharpe paisley autour du cou. Pour lui, le parti de Marine Le Pen est « *la nouvelle gauche* ». Lorsqu'il était plus jeune, en classe préparatoire pour l'Ecole normale supérieure, il s'est engagé dans le NPA (Nouveau parti anticapitaliste).

Il a longtemps cru à la gauche. Mais après un an de militantisme, il était déçu d'y trouver surtout des « *intellos* » loin de « *la réalité du peuple* ». Pour l'étudiant en troisième année d'histoire, « *la gauche est doctrinaire et son programme incohérent* ». Il a alors découvert le Front national, un parti qui promet d'arrêter le transfert de souveraineté de la France à l'Union européenne, la sortie de la zone euro ou le retour de la France aux Français.

Un père d'origine camerounaise

Quelques amis ont mal pris l'adhésion de David au Front national, un parti dont il avoue lui-même que le passé n'est pas toujours glorieux mais plutôt « *gueulard* ». Son père, Camerounais d'origine, est gêné par l'image du parti d'extrême droite. Dans les années 70, il s'est installé en France. Cela ne l'empêche pas d'être, comme David, opposé à l'immigration telle qu'elle est régulée aujourd'hui.

Selon les idées du FN, son père n'aurait peut-être jamais pu construire sa vie en France. Mais cela ne choque pas David. « *Quand il fait économiquement froid comme en ce moment, on ne peut pas ouvrir les fenêtres.* »

Le jeune homme au nom afro-alsacien, originaire de Guebwiller, une commune de quelques milliers d'habitants, ne copie pas seulement les propos du FN. Il y a beaucoup réfléchi et se les est appropriés. La fermeture des frontières, la xénophobie ouverte de quelques membres ne lui font plus vraiment peur, « *même si je me suis posé ces questions avant* ».

Verena Hölzl et Violetta Kuhn

Sarre-Union, un dése

Baptiste Pierre, 22 ans, espère profiter d'un électorat particulièrement réceptif et d'un contexte économique difficile. Visite d'une commune d'Alsace Bossue où le FN n'effraie pas grand monde.

© Gabriel Nedelec / Cuej

Dans les rues de Sarre-Union, les commerces peinent à retrouver des repreneurs.

La Grand Rue monte en pente douce jusqu'à l'Hôtel de ville. De chaque côté, des vitrines vides et des panneaux « à vendre ». Certains rideaux sont baissés depuis près de dix ans.

Située en Alsace Bossue, Sarre-Union est, avec un revenu médian de 1356 euros net par mois (1666 euros pour l'Alsace), l'une des villes les plus pauvres de la région. « *Les façades et les locaux se délabrent à vue d'œil et le coût des rénovations est inabordable* », constate Baptiste Pierre. « *Pour la Grand Rue, c'est presque trop tard* », lâche le candidat FN. Âgé de 22 ans, il est aussi président du FNJ pour le département.

« *Il y a bien un jeune qui a tenté de rouvrir un magasin de chaussures,* se rappelle Pierre Plaz, le bijoutier de la rue. *Il n'a pas fait long feu.* » La configuration des bâtiments pose aussi problème. « *Les parties habitables et commerciales des bâtiments de la rue ne sont pas réellement séparées,* reprend Pierre Plaz. *Il faudrait traverser le commerce du nouveau marchand pour rentrer chez soi. Et ça, les gens n'en ont vraiment pas envie. Du coup, moi quand j'arrête, je vends tout, le local et la maison.* » Au risque de ne pas trouver de repreneur.

Cette disparition s'est faite au gré des départs en retraite, des décès ou de la baisse des bénéfices. « *Après un bac général, les jeunes vont faire leurs études à Strasbourg et ne reviennent pas reprendre les commerces de leurs parents* », explique Gérard Bour, président du centre socio-culturel (CSC).

rt fertile pour le FN

Construit au début des années 1980, le lycée Georges Imbert compte 498 élèves, dont 148 suivent une filière professionnelle qui forme les jeunes aux différents métiers techniques des entreprises de la ville, notamment la chaudronnerie.

« On ne peut pas accueillir toute la misère du département »

« *On a un tissu industriel important*, explique le maire sans étiquette, Marc Séné. *Il y a plus de 2000 emplois industriels sur la commune. Mais les gens d'ici sont surtout des ouvriers payés au Smic et ils ont peur que les entreprises ferment.* » Plusieurs usines du territoire ont montré des signes de fragilité, même si certaines ont réussi à surmonter l'épreuve, comme la chaudronnerie Ziemann. En 2012, elle était mise en vente. Finalement les cadres de la société, soutenus par les pouvoirs publics, ont repris l'entreprise. « *On l'a sauvée ! C'est 100 emplois*, explique Denis Pierre, conseiller municipal de la majorité et père du candidat frontiste. *Si les Chinois l'avaient rachetée, tout serait parti là-bas.* » Aujourd'hui, l'entreprise se porte bien et son carnet de commandes est rempli. Il en est resté un fort sentiment de vulnérabilité.

Le taux de chômage est de 12,1 % dans la commune. « *Je ne suis pas contre l'immigration mais on n'a plus de boulot. On ne peut pas accueillir toute la misère du département* », ajoute Denis Pierre. Une analyse que partage son fils. Sur un tract que ce dernier a distribué à 500 exemplaires, le chapitre « Immigration » est illustré par une femme recouverte d'un voile intégral.

« *Si je suis élu, il n'y aura pas de subventions pour les associations communautaires,* déclare le candidat FN qui reprend les grandes lignes du parti. *Il n'y aura pas non plus de viande halal à la cantine.* » Il marque un temps et poursuit : « *C'est vrai, nous ne sommes pas confrontés au problème, mais si je suis élu ça continuera comme ça.* »

A la dernière présidentielle
Nicolas Sarkozy : 32,79%
Marine Le Pen : 28,94%
François Hollande : 13,36%
(Source : ministère de l'Intérieur)

Pour Marc Séné, « *à partir du moment où la population immigrée est importante sur un territoire, le vote FN monte* » et sur les 3200 habitants du village, il y a une forte présence immigrée, majoritairement turque. Cette communauté, arrivée dans les années 1970, est estimée à 200 familles, environ 300 personnes. Les familles sont intégrées mais les tensions sont présentes. D'un côté, ceux qui dénoncent une dizaine de jeunes « *fauteurs de troubles mettant la pagaille* », comme s'accordent à dire le maire et Baptiste Pierre. Et de l'autre, les immigrés qui ressentent depuis peu la peur de l'étranger. La première génération, celle du père de Tulih Ozturk, la gérante du kebab de la Grand Rue, s'est bien intégrée parce qu'il y avait du travail. Mais aujourd'hui, dit-elle, « *les gens manquent de culture* ».

A Sarre-Union, il ne se passe rien de grave, juste ce rejet des différences qu'exploite le FN. « *Tu restes toujours un Arabe et nos enfants seront toujours des enfants d'étrangers* », assure Fatima, Algérienne, qui prend des cours de français au CSC. Des propos modérés par Médira Bohn, l'animatrice du cours : « *Il ne faut pas tomber dans le piège qui veut nous faire penser : "la France ne nous aime pas".* »

« Le vote FN est un parapluie »

Écrit en rouge sur le chemin des écoliers, un tag haineux : « TROP DE PARASITES A SARRE UNION. GITANS A MORTS ». Le directeur du CSC est inquiet. « *Les gens d'ici ne connaissent de l'Alsace que l'hôpital d'Hautepierre* (le CHU de l'agglomération strasbourgeoise, situé dans une ZUS, ndlr). *Et du reste de la France que l'image véhiculée par les médias. Pourtant aucune voiture ne brûle ici et on veut pas de ça chez nous. Le vote FN, c'est un parapluie pour se protéger de l'extérieur.* »

À la présidentielle de 2012, la candidate du parti d'extrême droite a obtenu 28,94 % des voix. Le maire Marc Sené l'admet : « *Il y a un grand risque que le Front national obtienne des conseillers municipaux. En ce qui me concerne, je ferai une liste sans étiquette, comme d'habitude.* » Elu sans étiquette en 2001, il est depuis peu conseiller général UMP du canton. Pour l'heure, son opposant frontiste Baptiste Pierre occupe le terrain, tracte et vadrouille à Sarre-Union toutes les semaines avec la numéro 2 de sa liste, Catherine Zimmermann, et son directeur de campagne, Damien Maucotel. En face de lui, la gauche est inexistante et le maire ne semble pas pressé d'entrer en campagne : « *On est à quatre mois des élections.* »

Le tag haineux situé sur le chemin de l'école n'a pas été effacé.
© Gabriel Nedelec/Cuej

Loïc Le Clerc, Gabriel Nedelec et Anthime Verdier

Agrégateur d'électeurs

Selon une étude menée par le CNRS, les électeurs du FN ne sont pas tous d'extrême droite. Ils naviguent entre un vote d'adhésion et un vote sanction.

Difficile de dresser un portrait robot de l'électorat frontiste. Dans une enquête menée en 2007 (1), le Greda (groupe de recherche sur l'extrémisme de droite en Alsace) préfère parler d'électeurs « *proches de l'extrême droite* » car, selon les élections, la plupart d'entre eux navigue entre le Front national, la droite traditionnelle ou l'abstentionnisme.
Seul un quart de l'électorat observé vote par adhésion idéologique et politique aux thèmes de l'extrême droite : nationalisme, anti-islamisme, valeurs chrétiennes... Les autres ne se sentent proches d'aucun parti politique et les motivations de leur vote sont nombreuses, allant parfois à l'encontre des idées reçues. Selon les chercheurs, le vote d'extrême droite n'est pas forcément un vote alsacien (« a*u sens où il concernerait les Alsaciens "de souche"* »), ni un vote religieux (protestant notamment), ni un vote raciste ou xénophobe. Les électeurs semblent toutefois attachés à la sauvegarde des valeurs traditionnelles et de l'identité régionale.

En 2007, beaucoup d'électeurs proches de l'extrême droite semblaient en rupture avec des « *médiateurs traditionnels* » tels que la justice, la presse, la classe politique et les enseignants. Majoritairement issus des couches populaires (ouvriers et employés), mais également des couches moyennes, ils habitent loin des centres des grandes villes et effectuent peu de déplacements hors de leur commune.

Les populations fragiles, le nouvel électorat du FN

Cinq ans après, une troisième catégorie semble émerger : des électeurs désirant un « Etat fort ». Ils réclament la sortie de l'euro, un rétablissement des frontières, considérent l'immigration comme « *envahissante* » et désirent une protection sociale. Bref, un fort recours à l'Etat-providence. La mauvaise conjoncture et un sentiment d'insécurité économique rendent les populations fragiles réceptives au discours de Marine Le Pen.
Il est cependant difficile d'établir une corrélation entre chômage et vote Front national en Alsace. Dans la région, les demandeurs d'emploi sont proportionnellement moins nombreux que dans le reste de la métropole, mais les scores du Front national dépassent la moyenne nationale. Les observations du Greda montrent qu'il n'y a pas plus de licenciés parmi les électeurs proches de l'extrême droite que dans le reste de la population. Pourtant, les personnes qui se sentent menacées par le chômage sont plus nombreuses au sein des électeurs du Front national que parmi les autres.
De la même façon, le sentiment d'insécurité est très marqué chez les personnes ayant voté Marine Le Pen. En 2012, ces dernières étaient 85% à être tout à fait d'accord avec l'idée d'un accroissement de l'insécurité, contre 47% pour le reste des électeurs.

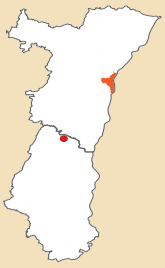
Guillaume Jacquot, Claire Le Moine et Esteban Wendling

(1) L'étude porte sur trois bureaux de vote en Alsace qui se sont distingués par des scores importants de l'extrême droite : en banlieue de Strasbourg, dans la vallée de la Bruche, dans l'Alsace rurale du nord.

Saint-Hippolyte, un cliché alsacien

Située dans le Haut-Rhin, la commune compte 1050 habitants.

©Judith Kormann/Cuej



Patrick Binder, responsable du FN pour le Haut-Rhin, déjà impliqué en 2010 dans l'« affaire Binder » pour l'utilisation d'une photo du village d'Ammerschwihr sur sa camionnette de campagne, est à nouveau sommé de s'expliquer sur l'exploitation d'une prise de vue du village de Saint-Hippolyte sur son site officiel. « *Pour tout vous dire, je n'étais pas courant*, assure Claude Huber, maire du village. *J'ai demandé qu'elle soit retirée.* » Bien que photographié à une distance de plusieurs kilomètres, le village est aisément reconnaissable. « *Je ne pense pas qu'il y ait forcément une stratégie de récupération politique de la part du FN*, analyse le maire. *Le vote FN à Saint-Hippolyte est dans la moyenne de la région. Ils ont sans doute choisi le village pour mettre en avant le côté "terroir".* »
Les villageois de Saint-Hippolyte, quant à eux, semblent assez peu concernés. « *Ça ne me gêne pas directement,* confie Robert, 67 ans. *Tant qu'on ne dit pas clairement que c'est Saint-Hippolyte.* » Jeanne, 84 ans, lance, amusée : « *Le village est globalement à droite sur l'échiquier politique, donc cette photo ne devrait pas choquer grand-monde.* »

Maxime Le Nagard et Thomas Arrighi

©Esteban Wendling/Cuej

Ancien communiste, Manuel Rondan est arrivé d'Espagne à l'âge de 3 ans.

Manuel Rondan possède un bar dans un quartier populaire de Mulhouse. Il raconte ce qui, selon lui, pousse les gens à voter FN.

« Avant, c'était convivial. Maintenant, c'est atroce »

Dans ce bistro à l'ancienne de Dornach – quartier populaire de l'ouest mulhousien – ce sont surtout des hommes qui viennent. Souvent des ouvriers ou des artisans à la retraite qui habitent à proximité et viennent « Aux bons amis » pour une partie de belote, pour blaguer en alsacien, ou simplement pour vider des verres.

Derrière le bar, Manuel Rondan, 65 ans, les accueille par leur prénom. Il est venu à l'âge de 3 ans du sud de l'Espagne avec ses parents. Cet ancien communiste entend souvent ses clients parler politique.

« *Avant, dans la rue du Pommier, il n'y avait que des ouvriers alsaciens. Aujourd'hui, on a beaucoup d'ouvriers à la retraite. Cinq familles turques ont acheté des maisons dans la rue. (…) La Coop à côté a fermé il y a 20 ans. Il y a un bar de jeunes à la place. Pas loin, il y avait une droguerie, elle a aussi fermé. Il y avait beaucoup de coiffeurs, de petits restaurants, d'autres bars comme celui-ci. La plupart ont disparu. Il y avait aussi un boucher, un boulanger... Ils ont coulé. Maintenant, les gens vont dans les supermarchés du quartier. Plusieurs ont ouvert ces 15-20 dernières années : un Aldi, un Match, un Leclerc... (…) Tout près d'ici, il y a une épicerie et deux döners. Il y a aussi un restaurant chinois et un restaurant turc (...).*

« *Les Turcs ne paient pas de taxes. Quand ils ont des problèmes avec les contrôles, ils déposent le bilan et ouvrent à nouveau le commerce sous le nom d'un frère ou d'un cousin (…) En France, il y a toujours eu des étrangers. Mais la nouvelle génération, c'est le jour et la nuit. Le problème, c'est pas avec les vieux Arabes, c'est avec les moins de 30 ans. Mais aujourd'hui, les Roumains et les Kosovars sont encore pires que les Arabes (…) Ma fille est mariée avec un demi-Tunisien. Ça ne me dérange pas car il a fait des études, il travaille, il est respectueux, il est intégré. C'est un homme bien (...)*

« *La ville de Mulhouse tourne mal. Avant, c'était convivial. Maintenant, c'est atroce. Nous les vieux, on ne peut pas aller au centre-ville. Moi, comme je ne suis pas du genre à me laisser faire, j'évite le centre. Je ne veux pas me retrouver au commissariat (…) Avant, on laissait toujours sa place aux vieux dans les transports en commun. Aujourd'hui, vous ne verrez plus aucun jeune se lever dans le tram pour un vieux. Il y a un mal de vivre (...)* »

Manuel Rondan désigne un groupe d'hommes attablés qui, pense-t-il, commente ses propos en alsacien. Il se met alors à parler en espagnol.

« *Eux, ce sont souvent des vieux Alsaciens un peu racistes. Je ne peux pas être raciste car je suis d'ascendance espagnole. Mais on m'a éduqué dans l'idée qu'il fallait s'adapter au pays qui nous recevait. Maintenant, les Arabes veulent nous imposer leur culture et leur religion alors qu'en Algérie, ils ont démonté toutes les églises (…) Ce n'est pas à cause de la mosquée que les gens votent FN. C'est à cause de tous les problèmes qu'on a avec les jeunes Arabes (...). Moi, si je vote FN un jour, c'est pour dire non au gouvernement actuel, aux taxes, aux impôts (…) Il y a un gros ras-le-bol de tout ce qui se passe : crise, impôts, charges, violences (…)*

« *Mais la vraie raison qui fait que les gens votent FN, c'est qu'ils ne peuvent pas voir les Arabes, ils ne peuvent pas voir les Turcs (…) Ils ont connu un quartier où tout le monde était Alsacien. Ils n'ont peut-être pas de problème directement avec des Arabes, mais ils lisent le journal. Il y a les "on dit". Ils attribuent les violences aux étrangers. Faut pas généraliser, mais 80% des fois, c'est vrai. Si vous allez à la prison de Mulhouse, 80% des prisonniers sont des Maghrébins. La petite délinquance est à 80% maghrébine.* »

« Ma fille est mariée avec un demi-Tunisien. Ça ne me dérange pas. »

Caroline Anfossi et Nathan Kretz

A la dernière présidentielle :
François Hollande 30,81%
Nicolas Sarkozy 26,19%
Marine Le Pen 17,50%

(Résultats à Mulhouse au 1er tour de l'élection présidentielle
Source : ministère de l'intérieur)

Au Wihrel, la peur de l'abandon

Dans cet ensemble datant des années 1970, le FN a récolté 35% des voix lors des dernières législatives. ©François Delencre / Cuej

A Ostwald, les pionniers de la cité se tournent vers le vote frontiste, s'estimant délaissés face aux nouveaux arrivants étrangers.

Une cité calme, sans dégradations apparentes, loin de l'ambiance tendue de certains grands ensembles de la Communauté urbaine de Strasbourg. Des tours d'une dizaine d'étages côtoient de petites résidences de trois étages, plus récentes. Deux aires de jeux accueillent les enfants de retour de l'école, des personnes âgées reviennent de leurs courses.

La cité du Wihrel, à Ostwald, construite en 1970, accueille près de 3000 habitants. Plus d'un tiers d'entre eux a voté Front national aux dernières législatives. « *On est toujours surpris par l'ampleur du vote* », remarque Denis Ritzenthaler, conseiller municipal. « *Il est bien le seul* », réplique Chantal Krebs, présidente de l'association des résidents du Wihrel, qui compte 400 membres. Depuis son local associatif, elle peint un tableau peu glorieux des lieux qu'elle habite depuis quarante ans : squats, trafic de drogue, incivilités, et un tramway qui ramènerait beaucoup de la « *faune* » des autres quartiers.

Près d'une des grands tours, Henri, 68 ans, cherche ses mots : « *Ce qui a le plus changé, c'est les habitants. Aujourd'hui, il y a beaucoup de gens de l'extérieur. Je ne dis pas que des étrangers, mais de l'extérieur... pas d'Ostwald.* »

Au fil des années, une partie des pionniers du Wihrel a déménagé, souvent pour les petites résidences neuves à l'entrée du quartier, jugées plus chic. Les résidents des débuts, ingénieurs et agents de la CUS, ont laissé la place à une population plus âgée, et qui estime ne plus se faire respecter par les nouveaux arrivants, souvent immigrés. « *Il y a beaucoup d'étrangers ici, ils ne veulent pas se plier à la République. Ils démolissent les portes, les serrures* », justifie Denise. Entre anciens et nouveaux, le silence s'est installé. « *Moi, quand il y en a qui font la fête, du bruit, qui salissent, je descends de mon appartement pour leur parler. Avant, c'était normal,* raconte Henri. *Aujourd'hui, les gens ont peur de faire des remarques. Ils craignent qu'on touche à leurs voitures.* » Croisée au marché, Danielle raconte que certains des anciens « *balancent des seaux d'eau sur les jeunes* », qu'il ne faut pas « *s'étonner des représailles* », et en appelle au respect « *des deux côtés* ».

Le mécontentement politique

A cette cohabitation difficile, s'ajoute le sentiment de ne pas être entendu. Devant son immeuble, rue des Frères, Jeanne se sent abandonnée. « *Mon mari est malade, et il faut le laver tous les jours. J'ai demandé qu'on m'installe une douche dans mon appartement, il y a plus d'un an. Je n'ai pas eu de retour. J'ai payé mes taxes toute ma vie, j'ai travaillé pour la cité et la commune* », dit-elle, dépitée. « *Je paie plus de taxes, et je n'en vois pas le fruit. On supprime des parcs, il y a moins d'espaces propres* », se plaint Henri.

Au Wihrel comme ailleurs, ces déceptions nourrissent la défiance envers les politiques. « *Le vote FN ? Je pense que c'est de la révolte. Les Alsaciens de souche n'aiment pas les étrangers. La gauche et la droite, c'est à mettre dans le même sac et à noyer* », lâche Chantal Krebs. Pourtant, entourée de photos des fêtes du quartier, elle finit par confier : « *Je me sens à l'aise ici, j'ai de la chance d'y habiter.* »

François Delencre et Qassam Muaddi

« Dans ce que dit le FN, il y a du vrai »

Rencontre avec des demandeurs d'emploi à Colmar, qui décrivent une France grippée.

Aujourd'hui, il a rendez-vous à l'agence Pôle Emploi Colmar Lacarre, dans le quartier Saint-Léon, pour une visite de routine. Cet homme de 48 ans y est inscrit depuis 2009, l'année où les Manufactures de textile Hartmann de Munster ont mis la clef sous la porte, mettant fin à vingt-deux ans dans l'entreprise. Depuis, il enchaîne les missions d'intérim, des contrats de neuf mois en moyenne. Il constate que « *l'ambiance est de plus en plus tendue dans le pays* » et que les récentes hausses d'impôts passent mal. « *Le Front national, on y réfléchit, mais finalement, on se dit que non, ce n'est pas une option. Ça reste un extrême et ça peut aller très loin* », s'inquiète cet intérimaire actuellement en poste chez PSA. Pour lui, le vote Front national sert à faire pression sur le gouvernement.

« J'aime les propos de la fille, pas ceux du père »

Une pochette de documents à la main, Jean-Claude, 44 ans, est au chômage depuis le début de l'année, à cause d'un conflit avec son employeur. Il se décrit comme « *débrouillard et multi-casquettes* », et imagine retrouver un poste quelque part, rapidement. Lui considère qu'il faut faire de la France un « *pays de travailleurs* ». « *Il y a du bon et du mauvais dans le programme du Front national. Comme eux, je trouve qu'il faut plus de contrôles, trouver les gens qui profitent du système* », explique-t-il. Jean-Claude vote Front national depuis la dernière présidentielle, même si son entourage ne l'approuve pas. « *J'aime les propos de la fille, mais pas ceux du père,* précise-t-il. *Il nous faut aussi des étrangers en France mais il faut faire une différence entre celui qui est là pour travailler et celui qui est là pour profiter des aides.* »

Lorsqu'on parle de politique à Bernard, un ancien militaire de 52 ans qui peine à survivre avec les minima sociaux, celui-ci s'emporte : « *La politique est pourrie, si je vote, c'est Front national ! Je parle de la fille, le père c'est un fou.* » Cet habitant d'Horbourg-Wihr se justifie en faisant preuve de « *bon sens* ». « *C'est la crise, il y a du chômage, et on fait entrer des immigrés, il n'y a pas de place, faut les nourrir, les loger* », pointe-t-il. D'autres raisons motivent sa position politique. Accumulation de taxes, plans sociaux, affaire Cahuzac. Sous sa casquette, il s'enflamme de nouveau en évoquant la monnaie unique. « *Jamais on n'aurait dû mettre en place l'euro. Regardez les Suisses et les Anglais, ils vont très bien. En France, on s'est accroché à des pays en chute.* »

Taux de chômage dans la région de Colmar : 8,7% au 1er trimestre 2013, (9,5% en Alsace)

A la dernière présidentielle : Nicolas Sarkozy 30,03% François Hollande 23,98% Marine Le Pen 19,78%

(Résultats à Colmar au 1er tour. Source : ministère de l'Intérieur.)

« La France risque de finir comme la Grèce »

Alain, 44 ans, espère aussi le retour au franc. Partisan de Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République), il considère que l'abandon de l'euro est un aspect positif du programme frontiste. Alain se désole du manque d'action des hommes politiques et du « *gaspillage* » quotidien de l'argent public, à tous les niveaux, État comme région. Il confie avoir « *honte d'être Français* », et s'inquiète de la perte d'influence du pays en Europe. « *La France risque de finir comme la Grèce* », lâche-t-il. Pour lui, ce n'est pas une Marine le Pen qu'il faudrait pour la France, mais une Angela Merkel.

Guillaume Jacquot et Violetta Kuhn

Wood, l'étranger patriote

Daniel Wood, 27 ans, est encarté au Front national depuis dix mois.
©Judith Kormann/ Cuej

En juin 2002, Daniel Wood, Australien de 16 ans, vient passer des vacances à Paris avec sa mère. « *J'ai ouvert mes valises pour ne jamais les fermer.* »

Il s'installe à Vesoul avec sa mère et sa sœur. L'adaptation est difficile. « *La barrière de la langue m'a posé problème durant mes études* » se souvient cet Australien. « *J'ai eu beaucoup de plaisir à apprendre le français. J'ai fait les efforts nécessaires pour m'intégrer.* »

Et l'intégration, il pense être mieux placé que quiconque pour en parler, lui qui assure avoir toujours été patriote, où qu'il soit. « *J'ai l'impression que la culture française s'effondre. Je veux la sauvegarder.* » Constatant une insécurité selon lui grandissante et une offre politique réduite au symbole, il commence à militer. Agressé il y a un peu plus d'un an par deux jeunes d'origine maghrébine en sortant de boîte de nuit, il s'en souvient comme de « *la goutte d'eau* » dans le vase de son engagement politique. « *On m'avait conseillé de baisser les yeux devant les groupes d'Arabes,* explique-t-il avant de se reprendre. *Enfin, ils sont sûrement Français mais je pointe plutôt l'effet de groupe.* »

Nommé dirigeant du canton de Sélestat par Pascale Ellès, responsable FN du Bas-Rhin, le jeune homme vivra bientôt ses premières élections en tant que responsable politique. Proche collaborateur d'Yvette Dubuc, tête de liste du canton et dont il soutient la candidature, il se dit avant tout serviteur de la France. Pays pour lequel, ironie du sort, il n'est encore qu'un étranger parmi d'autres, sans droit de vote : « *J'ai bouclé mon dossier de demande de naturalisation jeudi 14 novembre. Je devrais avoir la réponse d'ici un an.* »

Thomas Arrighi et Maxime Le Nagard

Front contre front

En cas de triangulaire, une alliance entre les partis de gouvernement est une arme qui a fait ses preuves.

Joseph Klifa, à gauche, et Jean-Marie Bockel, au premier plan, ont formé un front républicain en 1995. © *Daniel Schmitt/L'Alsace*

Si vous demandez à l'UMP ou au PS en Alsace ce qu'ils comptent faire face au Front national, les premiers répondent « *qu'en parler, c'est faire leur publicité* ». Les seconds ne sont pas plus bavards. Le directeur de campagne de Pierre Freyburger, candidat socialiste à la mairie de Mulhouse, n'exclut pas, si besoin, « *de faire barrage au FN* », en assurant un front républicain avec l'UMP.

Le traumatisme de 2002

Front républicain ou rassemblement des partis de gouvernement contre le Front national. Comme le 21 avril 2002 : Lionel Jospin, éliminé, appelle à voter Jacques Chirac contre Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle. Jacques Chirac l'emportera finalement avec 82% des voix.

Aux municipales, lorsqu'il y a plusieurs listes au second tour, la situation se complique. Mais le code électoral permet de fusionner plusieurs listes qui peuvent ainsi s'allier contre un candidat d'extrême droite. Mulhouse en a fait l'expérience en 1995. Depuis dix ans, le FN y recueille entre 20 et 30% des suffrages. Au premier tour, le maire sortant, Jean-Marie Bockel (PS), est en tête, avec 37% des voix. Gérard Freulet, le candidat du FN, est second (30,5%). Le centriste Joseph Klifa se classe troisième (13%) et Robert Arnaud (RPR : 11%), se qualifie pour le second tour.

Joseph Klifa négocie son retrait avec Jean-Marie Bockel qui accepte quatre centristes sur sa liste. Une semaine plus tard, le maire est réélu à 53%. Avec un appel aux abstentionnistes, le front républicain a fonctionné. Mais Gérard Freulet devient le chef de l'opposition municipale. Joseph Klifa a reconnu plus tard que le front républicain « *n'est pas une réponse permanente (...) ni une stratégie politique* » (1). Si ce n'est pas une stratégie politique, les 20 dernières années ont montré que l'absence d'accord entre droite et gauche conduisait à la victoire de l'extrême droite. Car en 1995, trois villes où le FN arrive en tête éliront des maires frontistes. A Toulon, François Trucy, le maire sortant UDF, et le socialiste Christian Goux se maintiennent. Jean-Marie Le Chevallier (FN) est élu maire une semaine plus tard. Situation analogue à Orange, qui permet à Jacques Bompard de s'installer à la mairie à l'issue d'une triangulaire entre la gauche, l'union de la droite et le FN, et à Marignane, où Daniel Simonpieri l'emporte face à deux listes de droite.

La chance du Front national

La meilleure situation pour le FN est celle d'une triangulaire avec son candidat en tête. Comme lors des législatives de 2012, qui voient l'élection de Gilbert Collard et de Marion Maréchal-Le Pen. Dans le premier cas, le candidat UMP refuse de se retirer. Dans le second, c'était la candidate socialiste. En Alsace, dans la seule triangulaire des législatives, Martine Binder s'était retrouvée en troisième position au premier comme au second tour. Aux présidentielles, Marine Le Pen a terminé en tête dans trois des quinze communes alsaciennes où elle présente des candidats FN en mars.

Raphaël Czarny et Verena Hölzl

(1) *Mulhouse d'Ailleurs - Enquête sur l'immigration dans la ville*, Éditions du Rhin, 1998.

Combat contre l'extrême droite : sur le campus, la gauche s'y colle

Les groupuscules d'extrême droite s'organisent pour être plus visibles à l'université de Strasbourg. Syndicats et associations de gauche préparent la riposte.

Hugo ne se déplace jamais sans ses autocollants. Chaque jeudi matin, ce militant des Jeunes écologistes fait le tour du quartier de l'université, depuis le Palais universitaire jusqu'au campus, pour recouvrir les autocollants du Mouvement d'action sociale (MAS), un mouvement d'extrême droite, par ceux de son association. « *Ce n'est pas la partie la plus intéressante du militantisme*, reconnaît-il, *mais c'est un moyen plus décontracté de lutter.* »

Des actes suspects aux alentours de l'université de Strasbourg

Les mouvements de gauche et d'extrême gauche tentent de trouver la parade face à la présence de plus en plus visible des groupuscules d'extrême droite. Ou plutôt face à leurs traces : un tag « *à bas l'Unef* », découvert le 5 novembre sur les murs de la faculté de droit, des autocollants, notamment ceux du MAS, et une pile d'exemplaires du premier numéro du journal de l'Action française universitaire (AFU), déposée au Palais universitaire. En Une : « *Tuons tous les gauchismes.* »

« *Nous avons décidé aujourd'hui de vous écrire afin de vous faire part de notre inquiétude quant à la possible structuration d'une extrême droite radicale sur le campus de notre université.* » Ainsi commence la lettre adressée, au début du mois de novembre, à Alain Beretz, le président de l'université de Strasbourg.

Les auteurs : l'Union des étudiants communistes (UEC), l'Unef et le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), entre autres mouvements de gauche. Les signataires demandaient à Alain Beretz de prendre « *toutes les mesures qui s'imposent (...), de veiller aux actes suspects qui se multiplient à l'université de Strasbourg depuis plusieurs mois et d'exclure les étudiants pris en train de distribuer le journal (de l'AFU)* ».

Infiltration et provocations de l'extrême droite sur Facebook

Pour l'instant, les membres de l'extrême droite sont invisibles sur le campus. Mais pas sur Internet, comme le raconte Sébastien Prod'homme, président de l'Union nationale inter-universitaire (UNI) à Strasbourg. Flavien Suck, leader du Front national des jeunes (FNJ) dans le Bas-Rhin, a tenté d'infiltrer le syndicat étudiant classé à droite, en laissant des « *commentaires provocateurs sur la page Facebook de l'UNI et sur la page des Jeunes populaires* ». Des commentaires effacés depuis. Mais lorsque le FNJ tracte autour du campus, c'est en petit nombre. « *Ils sont plus actifs, mais pas forcément plus nombreux* », explique Gauthier Feuga, de l'UEC.

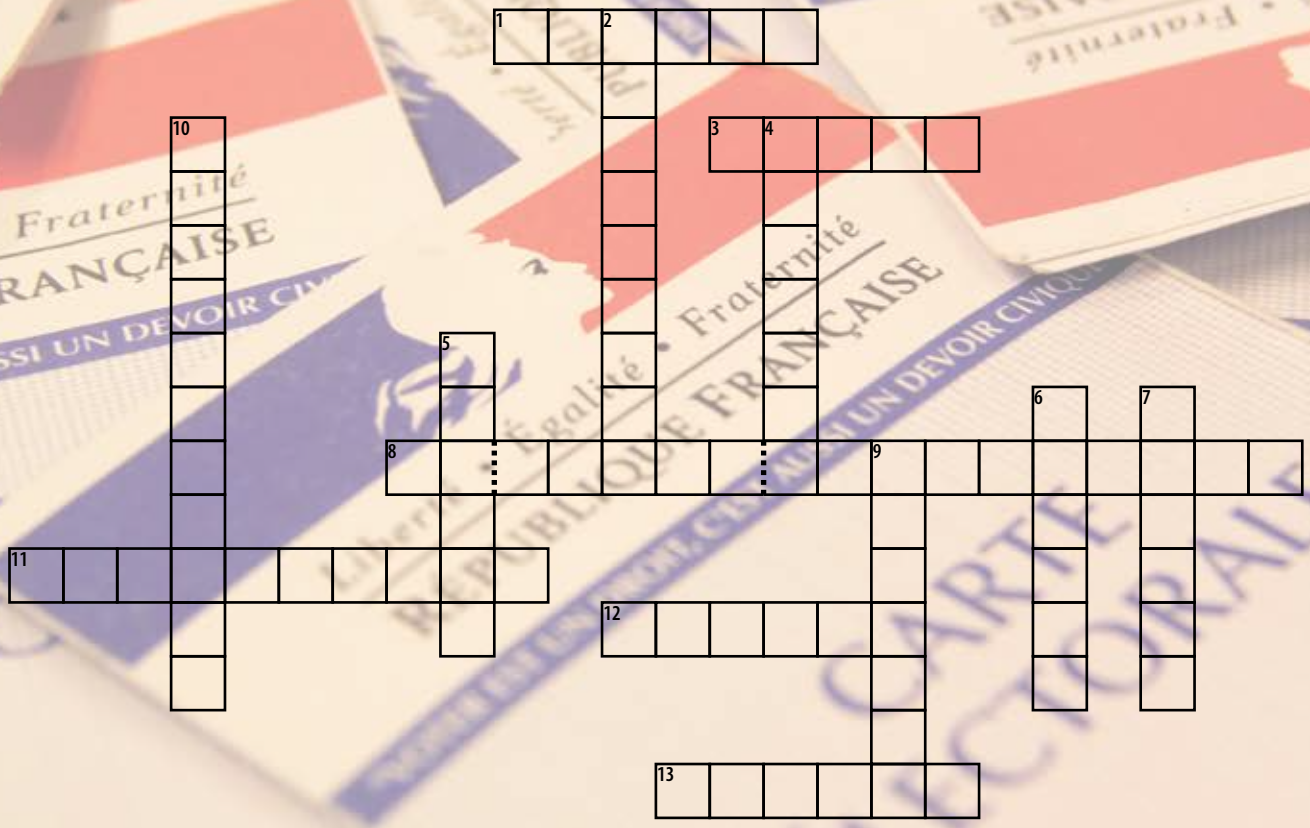
Le président des Jeunes écologistes du Bas-Rhin, Simon Baumert, prépare une « *riposte sous l'angle de la laïcité et des migrations*. Il organise une conférence sur ce second sujet en février. « *L'objectif est de répondre au FN du point de vue idéologique.* » Les Jeunes écolos, comme les autres militants de gauche, n'abandonnent pas le combat sur le terrain et sur les panneaux d'affichage. Hugo devrait continuer encore longtemps à recouvrir les autocollants d'extrême droite.

Raphaël Czarny

Un jeune militant recouvre des autocollants d'extrême droite.

© Raphaël Czarny

Les municipales en quiz



Horizontalement :

1. Le FN n'en a aucun en Alsace
3. Commune où Marine Le Pen a effectué son plus haut score en Alsace, en 2012
8. Journal-tract des élus mulhousiens
11. André Kornmann aurait dû être candidat Front national dans cette ville
12. Tricolore au FN
13. Figures du FN dans le Haut-Rhin

Verticalement :

2. Il est venu soutenir ses candidats alsaciens
4. Père et fille seront aux municipales en Alsace
5. Nom du candidat FN à Sarre-Union
6. Nombre de conseillers municipaux FN dans la région
7. Le FN en espère une vingtaine en Alsace
9. Commune qui n'a attribué aucune voix à Marine Le Pen en 2012
10. Front contre le FN

Loïc Bécart, Florence Stollesteiner et Renaud Toussaint / CUEJ

Elections, mode d'emploi

Les élections municipales ont lieu tous les six ans. Dans les communes de 1000 habitants et plus, le scrutin est proportionnel, de liste, à deux tours.
Les listes doivent être complètes et paritaires (alternance femme - homme ou homme - femme).
Au premier tour, si une liste obtient la majorité absolue (50% des voix plus une), elle reçoit la moitié des sièges à pourvoir. Les autres sièges sont répartis de manière proportionnelle entre les listes ayant obtenu 5% des suffrages exprimés, dont celle qui est arrivée en tête.
En cas de second tour, seules les listes ayant obtenu 10% des suffrages peuvent se maintenir. Cependant, les listes ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés peuvent fusionner avec une liste ayant obtenu plus de 10%.
La répartition des sièges se fait comme lors du premier tour.
Le maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue par le conseil municipal.
A noter que les conseillers communautaires (représentants des communes au sein d'une intercommunalité) seront aussi choisis lors de ce scrutin. C'est la première fois qu'ils sont élus au suffrage universel direct.
Dans les villages de moins de 1000 habitants, le scrutin est majoritaire, plurinominal, à deux tours. Les électeurs peuvent modifier les listes, panacher, ajouter ou supprimer des candidats.
Les listes incomplètes et les candidatures individuelles y sont autorisées. Il n'y a pas non plus d'obligation de parité.
Le premier tour de ces élections aura lieu le dimanche 23 mars 2014. En cas de second tour, il faudra revoter une semaine plus tard, le 30 mars.

Florence Stollesteiner